

## Menacé de censure, François Bayrou fantasme la suite

À la veille de la conclusion du conclave sur les retraites, le premier ministre, plus affaibli que jamais, se rêve en Mendès France. P.10



MERCREDI 18 JUIN 2025 | N° 24215 | 2,90 € | www.humanite.fr

## Au basket féminin, les Bleues en quête du bon rebond

L'équipe de France entame l'Euro face à la Turquie. Les vice-championnes olympiques espèrent une victoire dans le tournoi. P.17

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Le président des  
États-Unis s'engage  
résolument auprès du  
premier ministre  
d'Israël dans sa guerre  
contre l'Iran.  
Les deux alliés promettent  
une accélération  
des opérations. P.2

# TRUMP-NETANYAHOU LES INCENDIAIRES



**ÉDITORIAL**  
PAR MARION D'ALLARD

## Le langage des bombes

**Trump a coupé court.** En quittant précipitamment le sommet du G7 au Canada, le président des États-Unis vient de s'offrir le coup de théâtre qui le replace au centre du jeu diplomatique mondial. Avec deux cartes en main. Retenir le bras de son allié israélien et forcer la désescalade dans un Moyen-Orient mis à feu et à sang par Benyamin Netanyahu. Ous'engager, ouvertement, avec Tel-Aviv, dans une guerre totale contre l'Iran. Les premiers signaux, hélas, ne présagent pas d'un apaisement. Washington a d'ores et déjà renforcé son « dispositif défensif » dans la région. Depuis la salle de crise de la Maison-Blanche, Donald Trump, « pas spécialement d'humour à négocier » avec Téhéran selon ses propres mots, a balayé, ce mardi, l'option d'un cessez-le-feu.

**Nul ne l'ignore.** Les conséquences d'une co-belligérande des États-Unis seraient dramatiques, sur le plan régional comme international. Mais pas seulement. Toujours plus contesté en interne, englué dans sa stratégie de répression des manifestations contre les expulsions massives d'immigrés, Trump signerait là le désaveu cinglant de ses propres engagements. Entraîner la première puissance mondiale dans une guerre sans fin, c'est raviver, dans l'opinion publique états-unienne, les traumatismes de l'Irak et de l'Afghanistan.

**Le premier ministre israélien ne doit bénéficier d'aucune complaisance.**

**Tel-Aviv ne parle plus que le langage des bombes.** En face, le monde doit sortir de son apathie. Le premier ministre israélien, sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ne doit bénéficier d'aucune complaisance, d'aucune forme de soutien. Ne nous y trompons pas. Attaquer l'Iran, c'est pour Netanyahu faire d'une pierre trois coups : achever de piétiner le droit international par l'agression « préventive » d'un État souverain, détourner les yeux et les consciences du génocide à Gaza, saper tout espoir à court terme d'une résolution politique garantissant l'existence d'un État palestinien aux côtés d'un État israélien. Des abris de Tel-Aviv aux rues de Téhéran, sous les tirs croisés des missiles, les populations civiles, elles, vivent dans l'angoisse, au rythme du bilan des morts et des blessés. ■

# Trump et Netanyahu visent le changement de régime en Iran

**MOYEN-ORIENT** Tandis que le locataire de la Maison-Blanche menace à mots à peine voilés la vie de l'ayatollah Ali Khamenei, les États-Unis et leur allié israélien promettent une accélération des opérations contre Téhéran.

**L**'un multiplie les références à l'époque pré-révolutionnaire, avant le renversement du chah en 1979 ; l'autre, celles à « l'Empire iranien », c'est-à-dire à la Perse. Par touches, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et le président états-unien, Donald Trump, instillent l'idée d'un renversement du régime. L'option sera-t-elle retenue ? Mardi, le président des États-Unis a déclaré que son pays n'avait pas l'intention « pour l'instant » de tuer le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. « Nous savons exactement où (il) se cache. Nous n'allons pas l'éliminer, du moins pas tout de suite », a fait savoir Donald Trump, exigeant la « capitulation inconditionnelle » du régime islamique. Benyamin Netanyahu n'affiche pas la même hésitation. Comme il en avait déjà formulé le voeu après le 7 octobre 2023, il a assuré qu'Israël entendait « (changer) la face du Moyen-Orient » après avoir annoncé la décapitation de la direction sécuritaire iranienne. « Nous les éliminons un par un », a-t-il expliqué comme celui qui raye des noms sur une liste. Cette dernière s'est encore allongée, ce 17 juin, avec l'annonce de l'assassinat du chef d'état-major iranien, Ali Chadmani, plus haut commandant militaire, qui supervisait les gardiens de la révolution, chargés de défendre le pouvoir et son idéologie. Son prédécesseur, Gholam Ali Rachid, avait été éliminé lors du premier bombardement israélien. Ali Chadmani supervisait depuis les plans d'attaque iraniens sur Israël.

La pyramide du commandement militaire est ainsi sévèrement atteinte ; autant d'opérations qui illustrent la puissance de feu de Tel-Aviv et la technicité de ses services de renseignements. Comme si la guerre n'avait aucune réalité, l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Yechiel Leiter, a prévenu : « Lorsque la poussière retombera, vous verrez des surprises jeudi soir et vendredi, qui feront que l'opération dite des bipeurs semblera presque simple », en référence aux explosifs placés dans les appareils de communication du Hezbollah libanais. Leur explosion simultanée avait blessé 3 500 personnes et tué 42 autres. L'opération menée les 17 et 18 septembre derniers avait ciblé le mouvement chiite et annoncé une guerre qui se poursuit aujourd'hui malgré le cessez-le-feu. Preuve que les opérations s'accélèrent, Donald Trump a assuré mardi : « Nous avons maintenant un contrôle complet et total du ciel iranien », et il a demandé aux habitants de Téhéran d'évacuer ; la Chine a, quant à elle, ordonné à ses ressortissants de quitter les territoires iranien et israélien.

### VERS UNE ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS ?

La veille, Donald Trump et son secrétaire d'État, Marco Rubio, avaient quitté précipitamment le sommet du G7 au Canada. Depuis l'Air Force One, le milliardaire a expliqué vouloir une « véritable fin » du programme nucléaire en excluant un cessez-le-feu. L'offensive israélienne, préparée huit mois durant, n'en est donc qu'à ses prémices. Après les cafouillages de communication du premier jour à



L'arrivée de Donald Trump aux États-Unis, le 17 juin, après son passage éclair au G7 organisé au Canada. GETTY IMAGES VIA AFP

Washington, Benyamin Netanyahu assure : « Nous visons trois objectifs principaux : l'élimination du programme nucléaire, l'élimination de la capacité de production de missiles balistiques, l'élimination de l'axe du terrorisme. Et bien entendu, nous ferons ce qu'il faut pour atteindre ces objectifs, et nous sommes bien coordonnés avec les États-Unis. » Les termes d'« axe du terrorisme » sont une référence à « l'axe de la résistance », qui désigne l'alliance entre l'Iran, l'ex-Syrie

Trump reste anti-interventionniste. Mais l'Iran qui est présenté comme « l'ennemi » change les choses. Le soutien de sa base au gouvernement israélien est également sans faille avec des évangelistes qui adhèrent sans nuance, au nom du suprémacisme, aux projets de guerre et de colonisation de Benyamin Netanyahu », détaille le sociologue et directeur de recherche au CNRS, Sébastien Roux, à l'*Humanité*.

Selon le Chicago Council on Global Affairs, « moins de six Américains sur dix estiment que les États-Unis devraient jouer un rôle actif dans les affaires mondiales... Il s'agit de l'un des niveaux les plus bas enregistrés depuis que cette question a été posée pour la première fois en 1974 ». Interrogé sur Fox News, le ministre de la Défense, Pete Hegseth, se veut rassurant : « Ce que vous voyez en temps réel, c'est la paix par la force et l'Amérique d'abord. Nous sommes en position défensive dans la région, pour être forts, dans la poursuite d'un accord de paix, et nous espérons certainement que c'est ce qui se passera. »

#### PRESSION DE BERLIN, LONDRES ET PARIS

Pour le général Olivier Kempf, contacté par l'*Humanité*, la main de Washington n'est pourtant pas loin : « Les États-Unis ont probablement contribué au renseignement (satellites, écoutes, cyber), mis à profit leur matériel aérien, peut-être avec des Awacs, éventuellement fourni une aide quant à la planification, notamment dans le domaine logistique. Sur ce dernier point, le soutien a dû être constant, que ce soit avec des appareils de ravitaillement en vol, mais surtout par la fourniture des munitions, soit d'attaque, soit pour alimenter la défense antimissile israélienne, et donc le « Dôme de fer » contre les frappes iraniennes. »

Israël rend en réalité un fier service à Donald Trump qui avait retiré en 2018 son pays de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé entre Téhéran, la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne et l'Union européenne. En affaiblissant l'Iran, Tel-Aviv place Washington en position de force dans

les négociations avec l'Iran si celles-ci reprennent. Le vice-président, J. D. Vance, et l'envoyé spécial du président pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, sont chargés de proposer une rencontre aux responsables iraniens cette semaine, après le rendez-vous annulé de dimanche dernier. Un « accord (va) être signé », se targue Donald Trump, qui ajoute : « Je pense que c'est idiot de la part de l'Iran de ne pas signer. »

La pression est à cet égard maximale alors que, depuis le G7, Berlin, Londres et Paris ont pressé Téhéran de retourner à la table des négociations « au plus vite, sans préconditions ». Ils s'alignent ainsi sur les buts de guerre d'Israël et des États-Unis et réaffirment d'ailleurs le « droit de se défendre » d'Israël, alors même qu'il s'agit d'une guerre préventive sans résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. À cet égard, la situation rappelle peu ou prou celle qui prévalait en 2003, lors du lancement de la guerre de George W. Bush contre l'Irak au nom de l'existence de prétenues armes de destruction massive.

En l'absence de dissensions connues au sein de l'appareil d'État, nombre d'observateurs estiment toutefois peu probable de voir le pouvoir iranien s'effondrer sous pression de l'extérieur. D'autant que le soutien à peine voilé aux royalistes, et en particulier à Reza Pahlavi, le fils du dernier monarque, pourrait ne pas rencontrer l'enthousiasme attendu au sein de la population iranienne. Voir renforcer la répression contre l'ensemble de l'opposition, y compris progressiste. Interrogé par le quotidien libanais *l'Orient-leJour*, l'historien Peyman Jafari note qu'à l'époque du mouvement « Femmes, Vie Liberté », réprimé dans le sang en 2022, « de nombreux Iraniens sont restés à l'écart, tout en sympathisant avec les slogans de ces protestations, parce qu'ils craignaient la répression de l'État et le chaos politique. Plus important encore, beaucoup n'étaient pas prêts à risquer leur vie et leurs conditions matérielles en l'absence d'une alternative politique forte et crédible ». ■

VADIM KAMENKA ET LINA SANKARI

**Tel-Aviv place Washington en position de force dans les négociations avec l'Iran si celles-ci reprennent.**

indique le porte-parole de la Maison-Blanche, Alex Pfeiffer, les forces états-unies « sont dans une posture défensive » dans la région. Une manière de dire qu'elles se contentent de défendre leurs intérêts, conformément à l'engagement de Donald Trump vis-à-vis de sa base Maga (Make America great again). Durant la campagne, le président a promis qu'il n'engagerait pas son pays sur un terrain de guerre étranger au nom de « l'America first », et ce d'autant moins après le catastrophique retrait des États-Unis d'Afghanistan en 2021. Pourtant, selon des médias américains citant des sources proches de la Maison-Blanche, Trump, qui a réuni son équipe de sécurité nationale, devrait faire entrer son pays en guerre prochainement en attaquant le site iranien d'enrichissement d'uranium de Fordo. « Si le président aime cultiver son image d'homme fort, utilisant la rhétorique martiale et l'affirmation de la puissance américaine, Donald



WANA NEWS AGENCY / REUTERS

Jean-Paul Lecoq dénonce le refus d'Israël de soutenir la reprise des discussions entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et Téhéran (ici, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran).

## « Priorité à la diplomatie, toujours »

Secrétaire de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le communiste Jean-Paul Lecoq estime que les mots d'Emmanuel Macron « ne portent plus ». Il appelle la France à se montrer ferme envers Israël et à travailler à la suppression des armes nucléaires.

**Q**ue pensez-vous des propos d'Emmanuel Macron pour qui Israël a le « droit de se défendre » au sujet des bombardements en Iran ? C'est inacceptable. Cela revient à avaliser une guerre par anticipation, à soutenir l'attitude d'Israël qui refuse un accord entre l'Iran et les États-Unis ou la reprise des discussions entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique. Par ailleurs, Israël ne voulait pas que la France et l'Arabie saoudite tiennent une réunion, sous l'égide de l'ONU, pour reconnaître l'État de Palestine. Le gouvernement israélien d'extrême droite porte l'idée que lui seul déterminera ce qui se passera dans cette région.

**Quels auraient dû être les mots prononcés par le président ?**  
Priorité à la diplomatie, toujours. Il est toujours temps pour lui de le dire. Les mots d'Emmanuel Macron commencent à ne plus porter, et c'est un problème.

**Fallait-il maintenir la conférence à l'initiative de la France et de l'Arabie saoudite concernant la Palestine ?**

Il n'y a pas besoin d'une conférence pour reconnaître l'État de Palestine. Le président peut le faire tout de suite et poser des actes. Poser des actes, c'est dire ce que disent les manifestants au salon du Bourget : que les entreprises israéliennes n'ont pas à y être. Poser des actes, c'est reprendre ce que disent les manifestants de la marche vers Bruxelles : suspendre l'accord d'association pour faire pression sur Israël afin de faire cesser les combats et le génocide à Gaza. Nos diplomates,

notre président de la République s'en tiennent à des déclarations. Or, le gouvernement israélien se moque des paroles et ne commence à s'inquiéter que dès lors qu'il y a des actes.

### La diplomatie française est-elle devenue erratique ?

Comment le gouvernement israélien fait-il pour qu'il n'y ait pas de réaction de la République française ? Que met Benyamin Netanyahu dans la balance pour faire revenir sur ses propos le président ? Est-on dépendant d'Israël sur certains sujets au point de ne plus avoir d'indépendance de jugement ? D'un côté, nous avons un président qui invoque les valeurs pour critiquer ce qui se fait à Gaza, et, de l'autre, nous avons un président qui revient en arrière sur la reconnaissance de l'État de Palestine.

### Que faire au sujet du nucléaire iranien ?

Le meilleur moyen d'éviter la prolifération nucléaire est de dénucléariser la planète. On dispose, à l'échelle internationale, de traités pour supprimer toutes les bombes atomiques et être tous à égalité. Car, à terme, il est intenable de dire à d'autres qu'ils ne peuvent se doter de la bombe et nous-mêmes conserver cette protection et, pire, l'élargir à toute l'Europe. Mon pays devrait travailler à la suppression des armes nucléaires. Commençons à être membre observateur du traité d'interdiction des armes nucléaires, proposons aux autres de nous rejoindre, et travaillons à la dénucléarisation du monde. ■



JEAN-PAUL LECOQ  
Député PCF  
de Seine-Maritime

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GAËL DE SANTIS

## GBU57, une promesse de mort

Le gouvernement israélien réclame à Donald Trump cette bombe, l'une des plus puissantes jamais créées, pour s'attaquer aux sites nucléaires iraniens.

**P**ilonner les sous-sols, quitte à dévaster la surface. Comme les combattants du Hamas qui se sont réfugiés sous terre, les sites iraniens d'enrichissement en uranium seraient enterrés en profondeur. Dans les deux cas, Israël ne compte pas faire du zèle en matière de précision, tuant des dirigeants comme des civils au prétexte d'une énième « menace nucléaire iranienne », dans des bombardements qui ont débuté dès que les soixante jours de négociations entre l'Iran et les États-Unis ont été terminés.

L'armée israélienne vise en partie ces sites (Natanz, Fordo ou Ispahan), dont la destruction pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour les populations alentour. Ce, malgré les mises en garde des Nations unies au sujet des attaques d'installations nucléaires. En Iran, ces dernières sont toutefois extrêmement protégées. Selon l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), le site de Natanz a subi des « impacts directs sur les salles souterraines ». Sans que le cœur des installations soit atteint. Seules des cyberattaques le pourraient... Ou une machine de mort.

### UN MONSTRE DE 13,6 TONNES D'EXPLOSIFS

Elle a pour nom barbare GBU57 ou massive ordnance penetrator. C'est un monstre de 13,6 tonnes d'explosifs, capable de détruire des bunkers souterrains et d'être largué par les bombardiers de l'armée états-unienne. Il s'agit en outre de l'une des plus puissantes bombes non nucléaires jamais créées : lorsqu'en 2017, Washington larguait en Afghanistan la GBU43B, surnommée « la mère de toutes les bombes », sa puissance n'était « que » de 10,3 tonnes. La GBU57 ne serait toutefois pas suffisante pour toucher les sites d'enrichissement en uranium de Téhéran.

Mais le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu ne se priverait pas pour autant de l'utiliser si la Maison-Blanche lui fournissait une telle arme, ce qui n'est pas certain. Plusieurs experts avancent qu'elle ne serait qu'une menace, brandie par les États-Unis pour accélérer les négociations avec l'Iran. Cependant, la première puissance mondiale bouge déjà ses pions : le porte-avions Nimitz va quitter l'Asie-Pacifique pour croiser vers le Moyen-Orient, et plusieurs bombardiers B2 – habilités à larguer cette bombe – l'accompagnent dans les airs.

L'imprévisibilité d'un Donald Trump peut laisser craindre le pire à la région. En quittant prématurément le sommet du G7 au Canada, le républicain a dit être rentré à Washington pour quelque chose de « beaucoup plus gros » qu'un cessez-le-feu. ■

AXEL NODINOT

**A**u cinquième jour, l'armée israélienne multiplie les bombardements sans aucun signe de répit. La capitale iranienne se vide face à l'intensité des attaques qui ont déjà tué des centaines de personnes, principalement des civils. Les propos de Donald Trump ne rassurent guère la population. Une jeune mère raconte son épuisement : « Depuis vingt-huit heures, je n'ai pas eu la force d'écrire, de rassembler des mots pour exprimer mon profond dégoût à l'égard d'Israël et de tous ceux qui, directement ou indirectement, cautionnent ses attaques ».

Dans le centre et le nord de Téhéran, deux puissantes détonations ont été entendues, mardi, par les journalistes de l'AFP sur place. La veille, l'arrondissement du nord-est de la ville avait été évacué après qu'un missile a visé le bâtiment de la radiotélévision d'État iranienne. L'attaque a fait au moins trois morts. Devant les victimes quotidiennes et les dégâts, la colère gagne la jeune femme, qui poursuit : « C'est un dégoût mêlé de rage, et je veux garder ce sentiment vivant en moi. Parce que peu importe à quel point ce monde devient injuste et brutal, peu importe à quel point on a l'impression que l'éthique n'a plus sa place, je crois toujours que la seule chose qui me maintient en vie est la conviction qu'une force de changement – même minime – peut encore s'éveiller en nous. Une force qui peut s'opposer à cette logique dominante. »

Dans le centre du pays, Ispahan a connu plusieurs explosions, notamment à l'est et au nord de l'agglomération, qui possède un centre d'enrichissement d'uranium. La « rage » transparaît chez de nombreux Iraniens, d'abord contre l'agresseur : Netanyahu. « Pour nos dirigeants comme

# À Téhéran, « nous sommes seuls, livrés à nous-mêmes »

Depuis vendredi, la capitale iranienne subit des bombardements quotidiens de l'armée israélienne. Le bilan ne cesse de s'alourdir. L'usure, la peur et la colère gagnent les habitants. Témoignages.

*pour ceux d'Israël, nous, le peuple, n'avons pas la moindre importance. Israël ne prend pas en compte les pertes humaines. Et même si la République islamique décida de se rendre, cela n'y changerait rien. Israël poursuivrait son programme, exactement comme en Syrie, comme au Liban, comme à Gaza », estime un jeune Iranien sous anonymat.*

À Téhéran, les habitants n'oublient pas la responsabilité de « (leur) propre gouvernement ». « Si l'on s'en tient à ce que diffusent la télévision d'État et la propagande du régime, nous n'exissons pas, reprend le jeune homme. Seul le porte-parole des gardiens de la révolution s'exprime, et uniquement pour parler à Israël. Aucune explication, aucune information destinée à la population. Pas un mot pour rassurer, aucun effort pour calmer,

*rien de ce qu'un gouvernement responsable est censé faire en temps de guerre. Aucune indication sur la conduite à tenir face aux attaques aériennes. Nous sommes livrés à nous-mêmes. Complètement seuls. »*

## DE LONGUES FILES D'ATTENTE DEVANT LES STATIONS-SERVICE

Un manque d'information qui pousse de nombreux Iraniens à s'installer dans des zones plus calmes. Malgré lessives, le bruit sourd des impacts de missiles et l'usure, de nombreux habitants restent à Téhéran, faute d'autre possibilité. « Je suis tellement accablée de chagrin que je viens de marcher dans les rues en pleurant. Je ressens un sentiment étrange, quelque chose que nous n'aurions jamais imaginé : la guerre... à Téhéran.

*Et pourtant, je ne veux même pas quitter la ville. C'est notre maison, pleine de souvenirs et d'expériences. Notre ville, notre pays a été violé. Ils ont jeté la mort sur notre sol », confie un jeune journaliste qui vit dans la capitale.*

Faute de connaître l'étendue de l'escalade, la peur s'installe. Une ancienne prisonnière politique témoigne : « Depuis quatre jours, mon cœur ne fait que sombrer. Il ne se soulève pas. Le bruit des systèmes de défense, les murs qui tremblent, la peur constante que les fenêtres se brisent d'un instant à l'autre. Je suis tellement terrifiée à l'idée de perdre mes proches que je préférerais mourir moi-même plutôt que de continuer à endurer cette peur. Et pourtant, un homme est assis derrière une caméra et scande : Femme, Vie, Liberté. Nous devons trouver notre résistance. Nous devons nous réapproprier notre destin. Mais avant cela, il faut le dire clairement : nous avons peur. Nous sommes à peine en vie. »

Après les multiples répressions du régime, les sanctions, l'inflation, les difficultés sociales, le quotidien des Iraniens est désormais celui de la guerre déclenchée par le gouvernement israélien. De longues files d'attente s'étiraient mardi devant les boulangeries et stations-service de la capitale. Autre impact, l'un des principaux établissements financiers, la banque Sepah, a été ciblé par une cyberattaque le 17 juin. Cela a entraîné « des perturbations des services en ligne », a indiqué l'agence de presse Fars. Malgré ces jours sombres, un des habitants constate : « Et pourtant, ce qu'il nous reste encore, c'est nous. Nos cercles, nos proches, nos communautés informelles. Ces groupes d'amis avec qui l'on prévoit un dîner, une rencontre, un anniversaire, sur Telegram, sur Instagram. Ces groupes familiaux, plus ou moins élargis, avec lesquels on échange, on plaisante, on partage un instant de normalité. Ce sont ceux qui nous écrivent, à qui nous répondons, avec qui nous partageons nos peurs, ne serait-ce que pour quelques secondes de réconfort. » ■



Téhéran, le 15 juin. Les attaques ont déjà tué des centaines de personnes, principalement des civils. MAJID ASGARIPOUR/WANA/REUTERS

TANIA MELLER

**C**omment mieux mettre la main sur un Moyen-Orient, si riche en hydrocarbures, fut l'une des obsessions principales de l'impérialisme états-unien jusqu'à l'aube du nouveau millénaire. Cet objectif a particulièrement imprégné en 2004 le projet de remodelage du « grand Moyen-Orient » de l'ex-président républicain, George W. Bush. Avec les stratégies néoconservateurs qui l'entouraient – Paul Wolfowitz, Dick Cheney et Donald Rumsfeld –, il plaideait l'émergence d'un « *nouveau siècle américain* ». Si l'or noir ne joue plus un rôle aussi décisif aujourd'hui, la logique de domination qui suppose une mainmise sur la région et sur des échanges économiques globalisés demeure. C'est elle que l'on retrouve dans le soutien de Donald Trump et de tous ses vassaux occidentaux du G7 à la guerre déclenchée par Israël contre l'Iran.

Le projet de « grand Moyen-Orient » de Bush allait de la Mauritanie et du Maroc sur la côte Atlantique au Pakistan en Asie, aux confins de l'Inde, englobant les États du Maghreb et du Machrek ou encore la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan. Selon une démarche néo-impériale classique agrémentée de « bons sentiments », il prétendait jouer un rôle « civilisateur » et « en faveur de la démocratie » malmenée dans la région. Ses auteurs intervenaient dans le prolongement d'une guerre qualifiée déjà, elle aussi, de « préventive » contre l'Irak dont le régime était accusé de collusion avec le terrorisme international et ses attaques de septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center, à New York.

#### DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'invasion de l'Irak valut aux Nations unies de vivre le plus grand « fake » de la diplomatie mondiale quand Washington prétendit brandir, devant la planète, les preuves de la réalisation en cours d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein. Le bilan de cette initiative, qui laissait donc la place essentielle à la politique de la force et de la puissance militaire, s'est avéré particulièrement désastreux. Vingt ans plus tard, non seulement les Irakiens n'ont jamais bénéficié du moindre répit démocratique, mais leur situation globale économique et sociale s'est dégradée dans des proportions inouïes.

Ce qui a largement contribué au désastre de l'émergence d'un mouvement intégriste qui allait ravager toute la région et imposer la barbarie de l'« État islamique » dans les provinces occidentales du pays, jusqu'au cœur de la Syrie voisine. Terrible épilogue, quand Washington avait prétendu agir au son du clairon, du canon et des bombes pour « favoriser le développement » de l'ensemble de la région, l'aider « à s'insérer dans l'économie mondiale et soutenir l'émancipation des femmes ». En réalité, derrière les envolées des communicants officiels de l'Empire, ce sont d'abord les principes d'accès des champions du capital états-unien aux formidables ressources énergétiques de la région



Le 7 avril, le président américain accueillait Benyamin Netanyahu à la Maison-Blanche. BRENDAN SMIALOWSKI / AFP

et au contrôle de ses marchés qui constituaient la vraie norme de régularisation.

Le ralliement de l'administration Trump à la guerre elle aussi « préventive » déclenchée par son allié israélien contre l'Iran obéit à des considérations stratégiques analogues. Même s'il contredit quelque peu les engagements de l'oligarque de l'immobilier devenu président devant les électeurs à ne plus épuiser son pays dans des « guerres éternelles ». Ce risque, pour l'heure, apparaît moindre, il est vrai, quand c'est l'armée israélienne qui se charge du sale boulot.

**En 2023, le premier ministre israélien annonçait un projet de « couloir économique reliant l'Asie et l'Europe ».**

Quant aux efforts de remodelage du Moyen-Orient dans le sens des intérêts de l'impérialisme états-unien, Benyamin Netanyahu y travaille déjà de longue date. Ainsi a-t-il annoncé très officiellement au sortir d'un G20 en Inde, en 2023, une initiative visant à établir « un couloir économique reliant l'Asie et l'Europe » (Imec)

dont la plaque tournante serait Israël. « Nos chemins de fer et nos ports, se réjouissait Netanyahu, ouvriront une nouvelle porte de l'Inde vers l'Europe en passant par le Moyen-Orient et vice versa – de l'Europe vers l'Inde en passant par la

Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. » Le projet, qui s'inscrit dans un rapprochement d'Israël et des pétro-monarchies du golfe, comprend la construction de voies ferrées, de pipelines d'hydrogène, de câbles de communication en fibre optique et de câbles électriques, et constitue une formidable garantie d'expansion pour tous les géants du capitalisme états-unien. Ceux-là sont appelés à jouer les premiers rôles, tant dans les aménagements du corridor envisagé que dans son utilisation avec des évitements et des zones stratégiques ciblées, destinées à mettre à l'écart si ce n'est à isoler la Chine, devenue l'ennemi numéro un. ■

BRUNO ODENT

«Une lutte politique qui ne place pas les femmes au cœur de celle-ci, au-dessus, au-dessous et à l'intérieur, n'en est pas une.» Arundhati Roy

## L'HOMME DU JOUR



**Jul**

«Personne ne doit contrôler nos lectures»: ainsi se conclut la vidéo publiée par Jul sur Instagram. Artistes et auteurs (Gaël Faye, Judith Godrèche, François Morel, Leïla Slimani...), ministres anciens ou actuels (Nicole Belloubet, Sarah El Haïry, François Hollande, Édouard Philippe...) s'y relaient pour lire des extraits de *la Belle et la Bête*, avec des dessins du bédéaste figurant dans la version du conte qui devait être distribuée aux 800 000 élèves de CM2, dans le cadre de l'opération «Un livre pour les vacances». Opération annulée en mars par Élisabeth Borne, prétextant soudain que l'œuvre n'était «pas adaptée» au public visé. Un acte de censure que dénonce Jul, mettant en cause Caroline Pascal, n° 2 du ministère, déjà impliquée dans l'affaire du lycée Stanislas et réputée proche des milieux catholiques ultraconservateurs. ■

OLIVIER CHATRAIN

## L'œil de Gros

### SALON DU BOURGET: UN BON CRU



### LA BONNE NOUVELLE En Normandie, la biodiversité progresse dans la Seine

Depuis trois ans, la métropole de Rouen (Seine-Maritime) surveille la vingtaine de nurseries à poissons installées sous les pontons du port de plaisance, pour servir d'abris aux espèces. Le port de Rouen a été le premier port fluvial à tester les «Biohut» largement déployés en Méditerranée. Les premiers bilans sont encourageants et révèlent une restauration de la biodiversité dans la Seine. Environ 400 animaux sépanouissent dans ces habitats artificiels. Une fois par an, les casiers sont remontés à la surface

et les espèces qu'ils contiennent (anguilles, crevettes...) sont comptées et mesurées, puis remises à l'eau dans leurs nurseries. Au fil des ans, la faune aquatique s'agrandit et le relevé effectué le 12 juin 2025 affiche deux fois plus d'animaux qu'il y a deux ans. «D'un territoire qui n'a plus connu que deux ou trois espèces de poisson, on est aujourd'hui entre 20 et 25», se félicite Hugo Langlois, conseiller métropolitain en charge de la biodiversité. Signe que la qualité de l'eau de la Seine s'est améliorée. ■

EUGÉNIE BARBEZAT

## POINT D'ACTUALITÉ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

### ! C'EST UN SCANDALE

#### Les femmes gagnent, le masculin l'emporte

Tandis que la ville de Saran (Loiret) célébrait «le sacre de son équipe féminine de basket-ball», selon les mots de son maire communiste, Mathieu Gallois, une surprise de mauvais goût s'est invitée. Sur le trophée brandi par les championnes de France de Nationale 3, mais aussi sur les médailles et les tee-shirts, la Fédération française de basket-ball (FFBB) avait gravé le mot «champion», au masculin. «Nous avons été stupéfaits», s'indigne l'élu dans un courrier à la FFBB. «Voilà comment, en 2025, on rend invisible une équipe féminine pourtant au sommet», y déplore-t-il. Ferme dans sa dénonciation, le maire de Saran appelle les instances sportives à se ressaisir et assure les joueuses du soutien des élus de la majorité municipale. Ces mêmes joueuses viennent d'être promues en Nationale 2.

**Xénophobie** Après la remise en cause du droit du sol à Mayotte, les restrictions de l'aide médicale d'État, une nouvelle mesure visant à taper sur les étrangers prend ses aises dans le débat public... Mise à l'agenda de l'Assemblée nationale par le groupe ciottiste, l'interdiction des mariages avec un étranger en situation irrégulière a été votée, lundi 16 juin, en commission, et doit être examinée dans l'Hémicycle le 26 juin.

**VSS** 429 actes de violences sexuelles ont été commis par des policiers ou des gendarmes en France entre 2012 et 2025, impliquant 215 fonctionnaires, tous grades confondus, révèle une vaste enquête, menée par le média d'investigation Disclose, en partenariat avec *l'Œil du 20 heures* (France 2).



### LE BILLET DE MAURICE ULRICH

#### Je sais tout

Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire, etc. Emmanuel Macron aurait été bien inspiré d'y penser avant de faire celui qui sait tout en expliquant pourquoi Donald Trump avait quitté le G7 en urgence. «Le président Emmanuel Macron, en quête de publicité, a déclaré à tort que j'avais quitté le sommet du G7 au Canada, pour retourner à Washington afin de travailler sur un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran. Faux! Il n'a aucune idée de pourquoi je me rends maintenant à Washington (...). Que ce soit volontaire ou non, Emmanuel se trompe toujours.» Volodymyr Zelensky humilié dans le bureau Ovale, le président sud-africain Cyril Ramaphosa piégé dans le même bureau par des accusations de génocide des fermiers blancs... L'hubris du grand mâle dominant est sans limites. Pour «Emmanuel», après les poignées de main viriles, l'époussetage des pellicules, c'est plutôt le temps des baffes. Le bon sens populaire nous recommande aussi de tourner sept fois notre langue dans la bouche avant de l'ouvrir... Ce serait bien, pour lui peut-être, et pour nous. ■

### ! C'EST UN MONDE

#### MaPrimeRénov' sous pression

Après avoir annoncé sa suspension, le gouvernement a décidé de maintenir le dispositif d'aides MaPrimeRénov' – au grand soulagement de la Fédération française du bâtiment – mais uniquement pour les travaux de rénovation isolés. Une aberration, quand on veut lutter contre les millions de passoires énergétiques.

### WI-FI LE FIL ROUGE

**Paris (4<sup>e</sup>)** Mercredi 18 juin, la sociologue Monique Pinçon-Charlot dialoguera avec Eugénie Barbezat, journaliste de *l'Humanité*, autour de son ouvrage *les Riches contre la planète* (Textuel, 2025), qui explore les liens entre l'oligarchie capitaliste et le désastre écologique. Rendez-vous à l'Académie du climat (2, place Baudoyer, Paris 4<sup>e</sup>), de 19 heures à 22 heures.

# « Viol : il faut que ce mot circule »

## VIOLENCES

**SEXUELLES** Depuis le procès Pelicot, redéfinir le viol pénallement est une priorité. Alors que la proposition de loi revient au Sénat, l'autrice **Mathilde Levesque** explique la difficulté à énoncer ce terme.

## ENTRETIEN



« Au début du procès, le président de la cour, Roger Arata, a expliqué qu'« on » ne parlerait pas de « viols », mais de « scènes de sexe ». Une expression qui a fait très violemment réagir la partie civile. » BENOÎT PEYRUCQ/AFP

**M**athilde Levesque pensait n'assister que quelques jours au procès de Dominique Pelicot, pour donner un cours sur la rhétorique des audiences à ses élèves du lycée Voillaume, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Pour « mille raisons », elle n'a pu s'extraire de cette affaire suivie dans le monde entier. Déréalisation, euphémisation... de son analyse des discours au long cours, l'agrégée de lettres modernes a fait un livre : *Procès Mazan. Une résistance à dire le viol* (Payot). Une réflexion sociétale, qui s'étend au-delà du prétoire, sur l'enjeu de la parole dans les violences sexuelles, alors que le Sénat se penche sur la définition pénale du viol ce mercredi 18 juin.

### Au niveau des discours, qu'est-ce qui vous a marqué dans ce procès ?

J'ai été frappée par un décalage, une confusion des voix. Nous n'étions jamais au bon endroit : le discours d'un expert trop complaisant aurait pu être celui tenu par un avocat de la défense ; pour expliquer le « *viol d'opportunité* », un psychiatre employait un ton déplacé, par rapport au sérieux attendu de l'expertise : « C'est l'occasion qui a fait le larron. » L'un de mes pires souvenirs d'audience a été un avocat humiliant son client en parlant de son « *QI d'endive* », son « *QI de vibromasseur* ». Quand j'ai demandé à M<sup>e</sup> Babonneau, avocat des parties civiles, de définir son métier, il m'a répondu : « *L'avocat est la seule personne sur qui son client peut compter.* » Humilier son



**MATHILDE LEVESQUE**  
Professeure agrégée de lettres et autrice

client me paraît totalement en décalage avec les attendus de la fonction, même si c'est dans le but de montrer que l'accusé a des difficultés cognitives. Et, au sein du tribunal, c'était contreproductif : l'avocat attaquant son client occupait la place de l'accusation. Euphémisation, déréalisation, inversion ont constitué autant de décalages tout au long du procès.

### Vous soulignez la difficulté à dire le viol. En quoi nier certains mots revient à nier certaines réalités ?

Au début du procès, le président de la cour, Roger Arata, a expliqué qu'« on » ne parlerait pas de « viols », mais de « scènes de sexe ». S'il a pu faire des erreurs, Roger Arata a globalement fait preuve de méticulosité, compte tenu du nombre d'heures d'audience qu'il a menées. Il a tenté d'être prévenant. Mais lorsqu'il a employé cette expression, la partie civile a réagi très violemment, puisqu'il est acté, grâce aux vidéos, que Gisèle Pelicot a été violée. Or, tout l'enjeu de ce procès était de savoir si, au-delà de la matérialité des faits, il y avait eu intention, car cette dernière est nécessaire pour qualifier le viol, selon la loi. En réalité, le président ne pouvait pas parler de viol. Il pouvait dire « la victime a été violée », mais parler de « viol » avant

le verdict signifiait que les accusés étaient déjà reconnus coupables : dans ce cas, ça ne servait à rien de faire un procès. Ce choix était maladroit, et violent du point de vue des parties civiles, mais le magistrat était contraint par sa fonction. La résistance à dire le viol apparaît aussi, comme on peut s'y attendre, chez les accusés et leurs avocats. Mais d'un point de vue juridique, admettre le viol, c'est risquer la prison : on peut comprendre du point de vue de la défense qu'un tel aveu n'arrive pas tout de suite, qu'ils essaient en tant qu'accusés de présenter les choses autrement.

### Cette difficulté d'énonciation est également présente dans la société. Vous-même avez dû transformer l'écriture du mot viol sur les réseaux sociaux pour que votre livre ne soit pas invisibilisé...

Je pense qu'il faut sortir ce procès de la planète Mars où on l'a placé. Il ne s'agit pas de dire que nous sommes tous de potentiels violeurs comme ces hommes-là. Mais il faut se dire : ces viols n'existaient pas sans le continuum de violences sexistes et sexuelles, sans toutes les étapes précédentes qui ont permis que cela arrive. Un accusé a déclaré qu'il ne pouvait prononcer le mot viol. « *Même à mon psy, je dis le mot vol* », a-t-il ajouté. Le mot charrie avec lui toute la violence de l'acte. À cause de nos résistances collectives, certaines victimes non plus n'arrivent

pas à dire qu'elles ont été violées. Tant que ce n'est pas dit, ça n'existe pas. Pour qu'elles puissent s'approprier ce mot, le verbaliser et envisager d'en sortir, il faut que ce mot circule. Et, pour cela, nous avons toutes et tous un rôle à jouer, même si le viol est insupportable pour nous aussi en tant que société. Il est de notre responsabilité, en particulier si nous ne sommes pas victimes, de contribuer à ce que des agresseurs reconnaissent ce mot. C'est notre responsabilité de ne pas parler de « monstre » pour ne pas déshumaniser le crime.

On s'inquiète en ce moment quand Trump supprime des mots dans la recherche, des mots qui renvoient à la réalité qui l'encombre. Il pense qu'en supprimant des mots, il supprime la réalité qui va avec. On a déjà vu ça dans l'histoire : supprimer des mots pour tenter de supprimer le réel.

Au lycée, j'étudie *Boule de suif* avec les élèves. Évidemment, le mot viol n'est pas prononcé chez Maupassant. Nous avons étudié cette scène où Boule de suif finit par céder à la pression du groupe qui la force à répondre aux attentes de l'officier prussien. Il y a quelques années, en étudiant ce texte, je n'aurais pas forcément employé le mot viol maintenant je ne vois pas comment faire autrement. Je trouve que c'est important et je le retrouve dans les copies des élèves. C'est un exemple de ce qu'on peut faire.

**« Euphémisation, déréalisation, inversion ont constitué autant de décalages tout au long du procès. »**

#### **Pensez-vous que ce procès a changé des choses ?**

L'intérêt autour du procès en lui-même est retombé. Mais des avocates pénalistes ont déjà pu voir un changement au sein des prétoires : dans la manière dont les choses sont traitées, dans le soin pris à recueillir la parole des victimes et à s'adresser à elles. De manière unanime, la défense de l'avocat de Gérard Depardieu a semblé totalement hors de propos et a permis la reconnaissance d'une victimisation secondaire ; je pense que cela aurait été différent il y a quelques années. Si la société a constraint les magistrats à faire évoluer leur discours, on peut espérer qu'en retour les aménagements du discours judiciaire puissent avoir des conséquences dans la société. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR KAREN JANSELME

**Le Planning familial a récemment alerté sur les coupes budgétaires qu'il subit.** Dans la Drôme, sept centres ferment. Cette situation illustre comment, sans modifier les lois protectrices, la réduction des moyens rend les droits inapplicables. Prenons l'avortement, droit pour lequel le Planning familial milite activement et accompagne les femmes. Le manque de moyens financiers limite son action. En Ardèche, une femme sur deux doit changer de département pour avorter. Sur le territoire, ce taux atteint une femme sur cinq. Le Planning souligne que 89 % des personnes interrogées font état de freins constants : manque de structures, délais d'attente trop longs et stigmatisation persistante.

**La méthode de coupe de budgets révèle une stratégie politique plus large.** L'allocation budgétaire constitue un outil de régression des droits des femmes sans passage parlementaire. Cela trouve un écho particulier dans les programmes politiques actuels. Au Rassemblement national, on propose des politiques familiales traditionalistes via des mesures fiscales incitatives. Rien de surprenant car dans notre société capitaliste, les objectifs politiques se

# Hausse exponentielle de la prostitution des mineurs

**EXPLOITATION SEXUELLE** Les pouvoirs publics alertent : 226 cas ont été pris en charge par la justice en 2024, contre 21 en 2015. Un chiffre qui masque l'ampleur d'un phénomène invisible et digitalisé : entre 10 000 et 15 000 mineurs seraient en situation de prostitution en France, selon les associations.

**O**n en dénombre 226 ; 226 cas de prostitution de mineurs traités par les policiers et les gendarmes en 2024, d'après les chiffres du Sirasco (Service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée) et l'OCRTEH (Office central pour la répression de la traite des êtres humains). Un chiffre qui inquiète les autorités au regard des 21 cas décomptés en 2015. Avec dix fois plus d'affaires en moins de dix ans, la prostitution des mineurs connaît une progression vertigineuse. « Le nombre d'affaires résolues par les services d'enquête a été multiplié par plus de 10 en moins de dix ans », explique Lénaïg Le Bail, commissaire divisionnaire, cheffe de l'OCRTEH. « Celarreste évidemment limité par rapport au nombre de mineurs en situation d'exploitation sexuelle. Ces derniers seraient entre 10 000 et 15 000 selon les associations », nuance-t-elle. Un chiffre exponentiel qui constitue néanmoins la partie émergée de l'iceberg. « Il ne prend en compte que les affaires judiciarises. Or, de nombreuses victimes ont peur de porter plainte », déplore Katia Baudry, éducatrice spécialisée et cheffe de service du dispositif Asthériia au sein de l'association Aurore.

Selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur, 87 % des mineurs exploités sont de nationalité française et ont « souvent été victimes de violences dans l'enfance non judiciarises, et sont en rupture familiale, déscolarisés, en fugue ou placés en foyer ». Ils sont aussi « de plus en plus jeunes, certains étant âgés de 12 ans ». Ce que confirme Katia Baudry : « Il y a un rajeunissement dans l'entrée dans la prostitution. Avant, c'était vers 15-16 ans. Aujourd'hui, ils ont plutôt 13-14 ans. »

**« NI PROFIL TYPE NI PARCOURS TYPE »**

L'éducatrice spécialisée tient à rappeler qu'il « n'y a ni profil type ni parcours type » chez les victimes. « La difficulté est qu'on ne peut pas imposer un modèle qu'on pourrait calquer sur les personnes accompagnées. Nous n'accompagnons pas uniquement des jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance. Certains d'entre eux vivent au domicile familial et sont issus de classes moyennes supérieures. »

D'après l'enquête du ministère de l'Intérieur, le « proxénétisme de proximité » supplante largement l'exploitation sexuelle des mineurs par des réseaux internationaux. « Ce sont généralement de toutes petites structures criminelles. On parle même de délinquance d'opportunité. Le proxénète peut être un dealer qui, en parallèle de son trafic, cherche à diversifier ses sources de revenus », précise Lénaïg Le Bail, qui parle d'exploitation sexuelle digitalisée. « Du recrutement des victimes à la publication des annonces, tout se passe sur Internet », ajoute-t-elle. « On parle également de prostitution logée. Les jeunes filles vont être ballottées d'Airbnb en hôtel. Certaines vont chez les clients quand d'autres reçoivent au domicile familial. Cela peut aussi se faire dans les foyers ou sur des paliers d'immeubles. Mobile, l'exploitation sexuelle des mineurs est, par essence, invisible », complète Katia Baudry. De quoi compliquer encore un peu plus le travail d'accompagnement et de signalement des associations et de la justice. ■

BÉRÉNICE PAUL

**LA CHRONIQUE  
FÉMINISTE DE  
VIOLAINE  
DE FILIPPIS-ABATE**  
AVOCATE



## Quand l'argent dicte les droits des femmes

traduisent par des incitations fiscales. Subventionner la maternité plutôt que l'emploi pousse les femmes à mettre leur carrière entre parenthèses et à dépendre du revenu du conjoint plutôt que de sécuriser leurs propres ressources. Il va aussi sans dire qu'aucune mesure favorisant l'égalité professionnelle n'est mentionnée dans leurs fascicules. Autrement dit, il n'est pas question d'améliorer l'égalité

salariale ou de lutter contre les discriminations professionnelles, ni de permettre des dispositifs facilitant l'articulation vie professionnelle-vie personnelle.

**Nous assistons ainsi à un phénomène cyclique où l'argent demeure le nerf des attaques** aux droits des femmes. Comme à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le backlash post-MeToo est aussi visible dans les médias des milliardaires conservateurs. Susan Faludi écrivait : « À l'approche des années 1990, Paul Weyrich (fondateur de la nouvelle droite - NDLR) et ses amis ont l'impression que leurs idées imprègnent la culture dominante. » Aujourd'hui, ce sentiment de lutte culturelle conservatrice se répète. Et l'ampleur de la mobilisation financière est vertigineuse. Le rapport « la Partie émergée de l'iceberg » du forum parlementaire pointe que les versements aux acteurs anti-droits se chiffrent en milliards d'euros. Face à l'offensive budgétaire qui transforme nos droits en mirages, restons vigilants. Derrière chaque subvention coupée, se dessine le retour d'un ordre patriarcal que ses promoteurs n'osent plus forcément toujours défendre ouvertement, mais qu'ils financent massivement. ■



Le chef du gouvernement dans son bureau, à l'hôtel de Matignon, le 13 juin. ELIOT BLONDET/ABACA

## Menacé de censure, François Bayrou fantasme la suite

**MATIGNON** À la veille de la conclusion du conclave sur les retraites et d'un nouveau tour de discussions sur le prochain budget, le premier ministre apparaît plus affaibli que jamais. Au point de vouloir se reconnaître dans Pierre Mendès France, éphémère chef du gouvernement.

François Bayrou l'espère : tomber peut attendre. Tandis que le conclave ouvert fin février et censé revoir la réforme des retraites de 2023 touche à sa fin, le premier ministre dégaine une « idée » pour obtenir un accord synonyme de prolongement de son espérance de vie à Matignon. Laquelle ? Une « prime » pour les salariés seniors qui « décident de rester au travail », à savoir « une partie de (leur) retraite en plus de (leur) salaire ». Le chef du gouvernement y voit un « encouragement à l'activité » qui serait « de nature à faire changer le pourcentage des personnes restant au travail ». « Je leur ai dit, à tous ceux qui sont autour de la table, que s'ils souhaitent quelques jours de plus, pour moi, c'est absolument parfait, il n'y aurait aucune difficulté », a-t-il insisté, soulignant que, selon lui, « le chemin d'un accord existe » sur cet « enjeu décisif pour la société française ».

Pour le premier ministre, obtenir un accord est vital. D'autant que les socialistes, qui avaient notamment conditionné leur décision de ne pas censurer le gouvernement au mois de janvier au succès de ces discussions, haussent le ton en coulisse. « François Bayrou doit comprendre que nous ne sommes pas son assurance-vie, a déclaré le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, ce samedi. S'il se parjure, nous le censurerons. Il ne faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages. »

Les 66 députés du groupe dirigé par Boris Vallaud attendent surtout de voir si le texte reprenant les conclusions de ce conclave arrivera comme prévu au Parlement. L'idée étant que les députés puissent s'en saisir et le modifier, afin de « bien poser la question de l'âge légal de

départ », comme le confie Laurent Baumel, député PS, à *Libération*. Quoi qu'il en soit, les chances de voir un texte ambitieux sont bien maigres, d'autant plus après l'abandon du conclave par la CGT, FO et l'U2P, regrettant des discussions verrouillées, en particulier par le Medef.

### LA GLORIOLE SACRIFICIELLE ET AUSTÉRITAIRE

Mais même si François Bayrou survit à cela, un autre sujet épique en approche pourrait avoir sa peau : le budget 2026. En effet, des consultations doivent prochainement ouvrir entre le chef du gouvernement et les groupes parlementaires autour de l'élaboration du prochain projet de loi de finances, qui s'annonce particulièrement austéritaire. Une saignée de 40 milliards est d'ores et déjà annoncée. Une cure d'austérité que communistes, écologistes et insoumis entendent refuser.

En attendant, François Bayrou prépare l'épilogue. Dans les colonnes de *la Tribune dimanche*, le Béarnais anticipe déjà sur la trace qu'il laissera dans l'histoire après sa chute annoncée. « C'est un moment Mendès, a-t-il scandé, faisant référence au président du Conseil des ministres du 18 juin 1954 au 23 février 1955. Pierre Mendès France est resté sept mois à Matignon. On en parle encore car il est apparu aux yeux de tous que cet homme disait la vérité, même si à l'époque les Français n'étaient pas prêts à fournir les efforts qu'il demandait. » Voilà le premier ministre prêt à réécrire l'histoire et à inventer la gloriole sacrificielle et austéritaire. Alors qu'il n'y a en réalité que deux chemins : partager les richesses, ou pas. ■

ANTHONY CORTES

Le Béarnais  
anticipe déjà  
sur la trace  
qu'il laissera  
dans l'histoire.

## Mobilisation contre le « tout-carcéral » de Darmanin

**PRISONS** Les conseillers d'insertion et de probation ont manifesté, le 17 juin, contre la surenchère sécuritaire du ministre de la Justice.

Ils se battent au quotidien « pour une justice digne, humaine et apaisée », c'est-à-dire contre la « politique ultrasécuritaire » incarnée par les ministres Bruno Retailleau et Gérald Darmanin. Une vingtaine de rassemblements étaient organisés dans le pays, ce 17 juin, par les personnels des services d'insertion et de probation, à l'initiative des syndicats CGT et Snepap-FSU. « Quartiers de haute sécurité, création d'une police pénitentiaire, suppression des activités en détention, peines planchers... Malgré une surpopulation carcérale record, toutes les annonces de Gérald Darmanin vont dans un seul sens, celui de la répression, au détriment de ce qui fonctionne vraiment contre la récidive : la réinsertion », déplore Eneko Etcheverry, cosecrétaire national de la CGT insertion et probation.

### « DES PROPOSITIONS POPULISTES »

Devant le tribunal judiciaire de Paris, mardi matin, ils étaient une cinquantaine à s'être rassemblés, drapeaux en main. « Sur le terrain, on manque terriblement de moyens, mais on a en plus l'impression de lutter contre notre propre ministre, qui est dans une surenchère permanente de propositions populistes », appuie Kenji Pham-huu, coordinateur régional pour le 93 de la CGT insertion et probation. Des mesures « flattant les bas instincts » ou « répondant aux pressions de l'extrême droite », comme celle interdisant les activités ludiques en détention (cassée par le Conseil d'État en mai) ou celle instaurant une participation des détenus à leurs frais d'incarcération, approuvée lundi soir en commission des Lois, à l'Assemblée. « Comment justifier une telle disposition, alors que la France est régulièrement condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses conditions de détention indignes ? » interroge Cyrine El Ajmi, secrétaire régionale Île-de-France du Snepap-FSU.

Tous rappellent combien cette obsession répressive conduit à l'échec. « Le ministre veut supprimer les sursis, mais c'est ce qui permet de limiter la récidive à 30 % dans les cinq ans après la sortie, avance Eneko Etcheverry, quand la détention seule conduit à plus de 60 % de récidive. » Une critique également portée par la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, dans un courrier aux députés saisis d'un texte sur les peines planchers. « Ces peines n'ont pas démontré d'effet significatif sur la baisse de la récidive » et, « au contraire, (...) ralentir l'accès à des aménagements de peine est porteur de risques de réitération », prévient-elle. En vain. Les députés ont approuvé ce texte en commission, et il sera soumis au vote lors de la niche parlementaire du groupe UDR (côtistes) le 26 juin. ■

ALEXANDRE FACHE

# VOS DONS, VOTRE JOURNAL

**Seine-Maritime** Beaudouin Mireille 100, Bouvignies Claude 120, Laloyer Serge 100, Leclerc Jacques 100, Les Emmurés Rouen 150, Louis Philippe 100, Nobis Jacques 100, Petit Gilbert 50, Ragot Jacky 200, S2LH Normandie 4000, Sauquet Jean-Pierre 20, Turquer Fabrice 100. **Seine-et-Marne** Daupias Francine 100, Demont Alain 150, Derouet Cyrille 20, Dumez Thierry 50, Fort Mathilde 500, Germain Mireille 100, Jan Jacqueline 100, Morillon François 2000. **Yvelines** Castro Cécile 50, Cottron René 500, Goumy Annie et Claude 250, Hamimi Sofiane 40, Le Page Denis 100, Melcus Nelly 100, Miserey Luc 50, Pailleux André 150, Penouilh Esther 300, Pernot Guy 80, Pietro Stefanni 310, Section PCF de Trappes 500, Trelin Jacques 100. **Somme** Fore Blandine 300, Le Scouëzec Patrick 100, Leblanc Claude 2000. **Tarn** Cals Eric 100, Adam Anne-Marie 20, Amalric Pierre 200, Herrero Marie-Madeleine 40, Le Borgne Jean-François 100, Poupon Jacqueline 30. **Var** Anoll Gerard 20, Broudeur Jean Charles 250, Isnard Alain 100, Morand Jean 500, Roveillo

Jean 100. **Vaucluse** Ayme Serge 120, Lantheaume Max 100, Leal Fernand et Marie-Françoise 100. **Vendée** Boury Patrick 100, Cotillon Jean-Paul 500, Quiniou Yvon 100, Rosenfeld Marc 100. **Vienne** Amand Marie-Thérèse 150, Beau Denise 850, Gara Guy 100, Louvet Patrick et Vallereau Nicole 600, Nargeot Touzalin Annick 100, Thoreau Daniele 50. **Haute-Vienne** Faugeroux Gerard 150, Gioux Guy 60, Muzette Thierry 200, Pouzache Danielle 100. **Vosges** Farce Thierry 96. **Territoire de Belfort** CGT Retraités Belfort 1000, Braconnier Daniel 300. **Essonne** Broida Monique 100, Brun Jean-Michel 500, Château Maurice 1000, Cudek Szmul 100, Dartois Michel et Janine 200, Dumontier Jacky 150, Esnault Bernard 1000, Foury Henri 30, Janin Joseph 300, Lossmann Alain 200, Ménager Monique 10, Pla Olivier 30, Saltzmann Claude 65, Scoupe Roseline 50, Teillagorry Françoise 30. **Hauts-de-Seine** Alexandre Yvonne 1000, Annoot Pierrick 40, Association Parole Vole 130, Attaf Malika 50, Aymard Evelyne 30, Baleriaux Françoise et Richa Rolland 20, Barbot Hervé 200, Bernert Guilhem

100, Bernière Pierre 700, Billaut Anne 30, Bouchouicha Chibani 50, Bourcet Christine 20, Braun Jérôme 60, Buferne Janine 50, Cailloux Jean-Louis 50, Campion Pierre 100, Canu Pierre 200, Cerisay Patricia 50, Chauvel Yves 50, Cinq Dominique 500, Dangeard Daniel 30, Duffau Georges 250, Dutheil Lydie 100, El Khattari Abid 100, Gérard Marie-Claude 25, Girard Claude 150, Gobillot Martine 200, Guikly Jean-Pierre et Monique 200, Herbin Annick 20, Isambert Yvette 50, Jarry Patrick 50, Jathieres Jean-Luc 150, Jolit Jean-Pierre 50, Joly Jocelyne 30, Kalinski Dominique 25, Kalisz Serge 100, Lair Jean-François 50, Lidereau Rosette 300, Marchais Catherine 120, Mariette René 30, Marne Aline 20, Monteil Serge 200, Morel Claudine 20, Morel Nicole 20, Mutis Joëlle 75, Pineau Claude 50, Post Christine 50, Rallu et Guillot 15, Ramirez Nicolas 100, Rello Anna 100, Ribes Alain 20, Ricard Jean 500, Rossi Jean-Pierre 100, Schmaus Guy 1000, Section PCF Bois-Colombes 500, Turak Baris 100, Voisin Le Page Joëlle 100. **Seine-Saint-Denis** Bacon Roger 100,

Belem Bruno 100, Bellanger Jean 200, Billiard Pierre 125, Boucherat Alain 50, Calschi Eugène 200, Cazin Ginette 100, Chiappini Alain 150, Clément Robert 600, Dauve Jean-Pierre 100, Delplace Michel 300, Dessales Daniel 120, Dubiel Christiane 100, Espie Jean-Paul 100, Flament Pierre 50, Gounelle Marc 50, Isabet Simone 200, Jamet Laurent 250, Labergere Guy 200, Laprevotte Raymond 200, Leroux Mona 150, Malier Catherine 500, Morice Anne 20, Pichard Claude 300, Romieu Françoise 100, Sinet Jacky 100, Steinberg Annie 200, Tallot Laure 100, Valette Nadine 50, Van Der Burg Christiane 100. **Val-de-Marne** Cukierman Catherine 200, Dauchez Martine 500, Gauthier M. et Bidault M. 200, Grouard Nelly 200, Guillet Jeannine 50, Lombardi Jacques 100, Loszycer Nadine 100, Ouanes Alain 100, Revel Madeleine 50, Tolosana Françoise 100, Schecroun Cécile 60, Thomas Michel 1000. **Val-d'Oise** Durand Serge 100, Franz Nicole 100, Gallian Liliane 100, Lebrun Robert 200, San-Biagio Lucien 200, Section PCF Ermont 500.

**Liste arrêtée au 10 avril 2025**

## URGENCE pour l'Humanité



### JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT



#### DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITÉ DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.  
Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

- Je fais un don de 1 à 499 € :  
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.
- Je donne 500 € ou plus :  
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

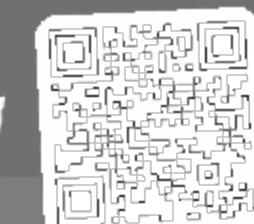
ADRESSE

VILLE  CODE POSTAL

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope,  
5 rue pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

### OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



**CONTRE LES DÉRÉGULATIONS**

Des syndicats et associations ont manifesté mardi, à Paris, pour dénoncer la directive Omnibus 1, mettant à mal le devoir de vigilance des multinationales et les informations CSRD en matière de durabilité des entreprises.

**BOOM DU COMMERCE ÉQUITABLE**

Les ventes du commerce équitable, dont le principe est d'assurer aux producteurs un revenu au-dessus de leurs coûts de revient, ont bondi de 25 % en France en 2024 (2,65 milliards d'euros), tirées par la hausse des produits nationaux (+ 65 %).

**STOCAMINE : LE RECOURS ÉCHOUÉ**

Le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté, mardi, les requêtes de collectivités locales, d'associations et de riverains, qui demandaient le retrait des 42 000 tonnes de déchets toxiques entreposées dans la mine de Stocamine (Haut-Rhin).

# « L'État se désengage, c'est la réalité »

**TRANSPORTS** À la recherche de 200 milliards d'euros pour le rail, le routier... Bercy semble miser sur les partenariats public-privé. L'élu communiste Jean-Luc Gibelin met en garde contre la logique de l'utilisateur-paiteur.

**P**artenariats public-privé, le retour ! Le 12 juin, lors de la grande conférence sur les financements des transports routiers, ferroviaires et fluviaux, le gouvernement a largement plaidé en leur faveur. Tout entier tourné vers la rigueur budgétaire, Bercy assume de s'en remettre aux investisseurs privés alors que 200 milliards sont nécessaires pour maintenir l'existant et développer des projets structurants tels que les RER métropolitains (Serm). Membre de la commission transport du PCF et élu d'Occitanie, Jean-Luc Gibelin dénonce ce choix du sous-financement public et présente des alternatives à ce tour de vis austéritaire.

**Pourquoi êtes-vous critique à l'égard des partenariats public-privé (PPP) ?**

Dans un contexte budgétaire que Bercy dit restreint, la recherche de cofinancement n'est pas une hypothèse à rejeter. Mais ériger les PPP comme une solution unique, comme le fait l'exécutif, est une erreur. Selon lui, les PPP permettent de diminuer l'engagement financier ministériel et demandent un engagement sur une durée très longue. Or, les crises des gilets jaunes et du Covid ont débouché sur une explosion de la demande de déplacements fiables et décarbonés, y compris dans les territoires reculés. Cela n'était pas anticipable vingt ans en arrière. S'engager financièrement

**ENTRETIEN**


« La France n'investit que 51 euros par habitant et par an dans l'infrastructure ferroviaire », souligne Jean-Luc Gibelin. LAURENT GRANDUILLOT/REA

avec des acteurs privés sur une longue durée n'est pas un choix pertinent. Nicolas Sarkozy a pris l'option PPP s'agissant des lignes à grande vitesse. Plusieurs voix affirment que les péages sur la portion Tours-Bordeaux sont plus chers que ceux de SNCF Réseau, car le gestionnaire doit se rembourser sur les tarifs des usagers.

**L'Humanité a révélé une note de Bercy mettant en cause l'avenir des futures lignes à grande vitesse pour le Sud-Ouest et la Provence-Côte d'Azur ainsi que des Serm. Craignez-vous le désengagement de l'État ?**

Les Serm sont une promesse d'Emmanuel Macron, à laquelle 26 collectivités ont répondu pour résorber les fractures territoriales et développer les mobilités décarbonées.

L'exécutif ne peut revenir sur la parole du chef de l'État ou demander aux collectivités de financer seules ces projets. Les lignes Bordeaux-Toulouse, Nice-Marseille mais aussi Perpignan-Montpellier sont attendues et nécessaires, d'autant qu'elles revêtent une dimension européenne. Avec un abandon, le gouvernement risque de se disqualifier. La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, affirme que les transports dégageraient 57 milliards de recettes sectorielles, mais bénéficiaient de 79 milliards de financements publics. C'est la première fois qu'un gouvernement présente de tels chiffres. Ils demandent à être clarifiés. La réalité est que l'État se désengage. Singulièrement dans le rail, où la France n'investit annuellement que 51 euros par habitant dans



**19 juin** Procès pour traite d'êtres humains lié à l'hébergement de vendangeurs dans des conditions indignes au tribunal de Châlons-en-Champagne (Marne).

**19 juin** Le service social se meurt, dénonce la CGT de l'Orne, qui appelle le personnel de la délégation territoriale d'action sociale d'Alençon à un rassemblement à 11 heures, 86, rue Saint-Blaise.

**20 juin** Mobilisation pour soutenir l'industrie française à l'appel de la CGT, à 12 h 30, devant ArcelorMittal à Dunkerque (Nord).  
**21 juin** La CGT, FO, la FSU et Solidaires de Seine-Saint-Denis

l'infrastructure, contre 115 euros en Allemagne ou l'équivalent de 215 euros au Royaume-Uni, qui a décidé de renationaliser ses chemins de fer.

#### Faut-il faire payer les investissements par les usagers ?

Je me refuse à commenter le travail en cours des ateliers. Cependant, j'alerte sur les conséquences délétères d'un financement des réseaux sur le dos des usagers. En Occitanie, nous avons démontré que la fréquentation des transports tient de la qualité de l'offre et d'une gamme tarifaire attractive. La fréquentation des transports régionaux est en hausse de 68 % depuis 2019, contre 30 % sur le plan national. Avec des offres de gratuité par l'usage, les recettes commerciales sont en hausse de 40 %. Pour gagner des recettes, il faut donc augmenter le nombre d'usagers, pas la tarification. Mais il faut des infrastructures ferroviaires. La pétition lancée par la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, pour sauvegarder les petites lignes est à diffuser et à signer largement. L'État doit faire le choix du ferroviaire.

#### Et une taxation du foncier fléché vers les transports ?

Les communistes proposent d'appliquer les recettes gagnantes du Grand Paris Express à l'ensemble de l'Hexagone. Grâce à une taxe sur les bureaux en Île-de-France, il a été possible de créer 200 kilomètres supplémentaires de rames de métro. Nous demandons, à minima, de tripler cette taxe en zone premium et d'affecter ces nouvelles recettes au développement du ferroviaire en région. Par ailleurs, nous proposons d'élargir la taxe sur les surfaces de stationnement qui existe en Île-de-France ainsi que la création d'une taxe sur les colis. Couplées à une hausse du versement mobilités et une surtaxe sur l'aviation d'affaires, ces nouvelles recettes atteignent 8 milliards d'euros par an. Enfin, le carbone doit être mis à contribution. Les bénéfices annuels des autoroutes sont de l'ordre de 4 milliards d'euros, dont 2 milliards devraient être réorientés vers le ferroviaire immédiatement. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NAÏM SAKHI

## Une aviation repeinte en vert

**AÉRONAUTIQUE** Au salon du Bourget, les entreprises promettent monts et merveilles pour décarboner, sans remettre en question l'augmentation du trafic aérien.

**A**u salon du Bourget 2025, l'écologie est la reine de la fête. « Durabilité » et « décarbonation » s'affichent en lettres géantes sur la plupart des stands, les avions à hydrogène ou électriques exposés volent la vedette et un grand espace, le Paris Air Lab, promet de réinventer l'aviation de demain. À l'affiche : réduction du bruit, carburants « durables », hydrogène par électrolyse, piles, copilotage virtuel, jumeaux numériques et autres miracles d'innovation. Mais un mot manque : la sobriété, enjeu essentiel selon le dernier rapport du Giec pour faire face au réchauffement climatique.

Pourtant, 2024 a été une année record en termes de trafic aérien : près de 5 milliards de passagers, plus d'un milliard de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent des émissions annuelles du Japon, pourtant non négligeables. Airbus, dans son rapport sur les prévisions du marché

mondial 2025-2044, annonce avec engouement plus de 3,6 % de croissance annuelle du trafic passagers, anticipant que 9 milliards d'entre eux prendront les airs d'ici vingt ans, et prévoit une flotte quasi doublée, à 49 210 avions. La multinationale a d'ailleurs ouvert le bal des commandes au Bourget, en annonçant 105 ventes dès l'ouverture. Le géant de l'aéronautique n'a pas non plus pris comme mot d'ordre la sobriété, mais l'électrification.

#### « LE 100 % ÉLECTRIQUE N'EST PAS POUR DEMAIN »

La société met en avant l'Éco-Pulse, démonstrateur hybride-électrique développé avec Daher et Safran. Prometteur, certes, « mais il nous a prouvé que le 100 % électrique type A320 n'est pas pour demain », reconnaît un ingénieur du concept. Plus loin, la start-up Blue Spirit Aero expose le Dragonfly M24 et ses 12 moteurs électriques alimentés par des piles à combustible à hydrogène. ■

LÉA DARNAY

**La lutte contre les discriminations est effective à la seule condition que les traitements discriminatoires, qu'ils soient directs ou indirects, soient sanctionnés.** Selon l'article 1 de la loi du 27 mai 2008 : « Constitue une discrimination indirecte une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entrainer (...) un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres personnes. »

**L'affaire jugée par la cour d'appel de Paris le 11 juin 2025 en donne un parfait exemple.** Une salariée comptabilisant plus de douze années d'ancienneté et au passé disciplinaire vierge faisait l'objet d'une lettre de recadrage au motif qu'elle n'avait pas assisté à une réunion en présentiel, fixée la veille pour le lendemain, sur une de ses journées de télétravail. Après avoir relevé que la salariée apportait « des éléments de nature à faire présumer la discrimination en raison de son état de santé dans la mesure où le télétravail avait été mis en place sur recommandation du médecin du travail puis par le médecin traitant », la cour constatait que l'employeur « n'expliquait pas les raisons pour lesquelles la présence de la

### LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE MAUDE BECKERS AVOCATE



## Discrimination indirecte

salariée était obligatoire et l'organisation d'une visio-conférence impossible » et annulait ainsi cette mesure de recadrage constitutive d'une discrimination indirecte du fait de l'état de santé.

**La cour poursuivait son raisonnement en prononçant la nullité du licenciement pour faute grave,** intervenu dans les six mois suivant la lettre de recadrage. La salariée était en effet licenciée pour « détournement de données à caractère

personnel en violation de toutes les règles en vigueur dans l'entreprise », notamment de la charte d'utilisation des moyens informatiques, et ce, après avoir été sommée de justifier la destruction des fichiers par acte d'huissier.

**Sous cette formulation emphatique, le reproche fait à la salariée se résumait en réalité** à s'être envoyé des documents de travail sur sa boîte mail personnelle pour travailler à son domicile un jour de télétravail. Après avoir relevé avec une certaine ironie que l'employeur se prévalait d'une charte informatique qu'il ne respectait pas lui-même, en mettant à la disposition de ses salariés un matériel informatique réservé à des fins professionnelles, la cour relevait la disproportion de la mesure prise au regard des faits et indiquait que cette dernière laissait présumer une discrimination.

**L'employeur était ainsi condamné pour discrimination du fait de deux actes en apparence non liée à la maladie** mais fondés sur des éléments intervenus du fait d'un télétravail prescrit au regard d'un état de santé dégradé. Cet arrêt constitue une illustration parfaite de la discrimination indirecte. ■

Le 17 juin, des Palestiniens blessés par des tirs israéliens reçoivent des soins à l'hôpital de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

AFP



ENTRETIEN

# « Nous sommes face à une crise d'humanité »

**GAZA** Alors que le plan israélien de déplacement des palestiniens s'accélère, Jean-François Corty, président de Médecins du monde, alerte sur le risque d'éviction des ONG indépendantes de l'enclave.

**U**ne nouvelle attaque israélienne a ciblé, mardi 17 juin, une cinquantaine de Palestiniens, portant à plus de 330 le nombre de Gazaouis tués près des centres de distribution d'aide. Dans le sud de l'enclave, la centaine de colis livrés par la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF) ne suffisent pas à enrayer la famine. À l'exception de quelques camions onusiens, cette structure montée par Israël avec le soutien des États-Unis est aujourd'hui la seule autorisée à faire transiter une aide largement insuffisante pour les 2,1 millions de Gazaouis.

Jean-François Corty, président de Médecins du monde, rappelle que l'organisation humanitaire compte une centaine de soignants palestiniens encore actifs sur le terrain. Endurant la faim, le manque de matériel et les bombardements, ils témoignent de l'effondrement du système de santé, alors que l'aide humanitaire est instrumentalisée à des fins politiques et militaires.

Dès les premiers bombardements israéliens sur Gaza, au lendemain des massacres du 7 octobre 2023, vous parlez de la nécessité d'inscrire l'aide humanitaire dans la durée.

**Un an et demi plus tard, les tirs israéliens, le blocus total et les entraves à l'aide pèsent toujours sur les Gazaouis. Sommes-nous face à une crise d'humanité ?**

On est passé d'une crise humanitaire à une crise d'humanité. La première devient presque secondaire tant le gouvernement israélien a pulvérisé les fondements de l'humanité. Tous les indicateurs techniques pointent vers un génocide en cours à Gaza. On peut se demander si les Palestiniens sont encore considérés comme des membres à part entière de la communauté humaine, tant par Israël que par ses alliés.

Une autre préoccupation concerne la période actuelle de renouvellement des enregistrements pour les ONG internationales et israéliennes présentes sur le terrain. Beaucoup redoutent de perdre leur autorisation d'opérer. La Knesset a déjà voté un durcissement (en octobre 2024, deux projets de loi mettent fin aux activités de l'Unrwa - NDLR). Ce que l'on craint pour cette nouvelle phase, c'est le refus d'enregistrer des ONG dont les humanitaires seraient jugés trop critiques à l'égard du gouvernement israélien. Ce serait un signal clair d'un rétrécissement de l'espace humanitaire et d'un recul démocratique. Nos équipes, déjà éprouvées, sans matériel, exposées à la faim et aux bombardements, ne savent même pas si elles auront le droit de travailler demain.

**Dans votre livre sur la géopolitique de l'humanitaire (1), vous expliquez que la politisation de l'aide n'est pas nouvelle. Qu'est-ce qui change avec la création de la (GHF) ?**

La confusion entre aide humanitaire et logique militaire n'est pas nouvelle, on l'a déjà vue à l'œuvre en Afghanistan, en Somalie ou en Irak. Mais à Gaza, on franchit un nouveau seuil d'instrumentalisation de l'aide. La GHF se présente comme une ONG humanitaire, alors qu'elle agit comme une auxiliaire de la politique coloniale et des actes génocidaires de l'État israélien. Elle répond à une commande politique, au service d'une

stratégie coloniale visant à déplacer et déporter une population. C'est sans précédent. Sa mise en place intervient alors que M. Netanyahu annonce vouloir réoccuper Gaza, et que son ministre des Finances parle d'un transfert de la population. Ce qui se prépare, c'est le déplacement forcé des Gazaouis vers Rafah, autour des hubs logistiques de la GHF, avant une expulsion vers la Libye ou ailleurs. On est dans une dynamique de privatisation, d'instrumentalisation et de militarisation de l'aide humanitaire.

Or, dans la géopolitique de l'aide, il y a une distinction essentielle : les États conditionnent leur financement de l'aide en fonction de leurs intérêts économiques ou politiques, tandis que les ONG respectent les principes de l'action humanitaire : impartialité, indépendance et neutralité. Certaines d'entre elles, dont le modèle économique dépend de fonds institutionnels, peuvent être exposées à cette politisation. La GHF, elle, fait exploser tous les repères – sémantiques, opérationnels, symboliques – du champ humanitaire. Elle viole ce qui fait l'essence même de l'engagement des ONG : agir sans logique d'intérêt.

#### **La GHF permet-elle de contourner l'aide des Nations unies ou des ONG sur place ? Assiste-t-on à un contrôle total de l'aide ?**

L'aide acheminée par la GHF est sous-proportionnée. Elle s'inscrit dans une stratégie de restriction : l'aide est bloquée depuis plus de dix-huit mois, et on l'instrumentalise à des fins de caution morale. Israël peut prétendre qu'il n'y a pas de génocide, puisqu'il laisse entrer une aide humanitaire. Mais celle-ci n'empêche pas la famine et maintient un blocus meurtrier.

On a d'ailleurs rarement vu dans un conflit autant de morts sur des sites de distribution. C'est une cruauté d'une perversion absolue. Le gouvernement israélien a mis en place les conditions de distribution, en concentrant la population pour mieux la contrôler, et tire ensuite sur des personnes venues chercher de quoi survivre.

Les ONG, elles, sont maintenues dans des conditions de travail intenables. Notre mission est de soigner et de témoigner. Ça dérange. Après avoir refusé l'accès aux journalistes, les autorités israéliennes cherchent à nous réduire au silence. Quatre cents humanitaires ont déjà été tués. Le message est limpide. On est dans une instrumentalisation permanente de la cause humanitaire.

#### **Craignez-vous que la situation à Gaza serve de précédent pour d'autres conflits ?**

C'est l'une de nos craintes. Les obligations du droit international des États – notamment celle de prévenir les crimes de génocide – sont en train d'être battues en brèche.

Ce droit n'a déjà pas été respecté en Afghanistan, au Soudan ou en République démocratique du Congo. Mais ce qui se joue à Gaza, c'est l'utilisation par les Occidentaux d'une logique de deux poids, deux mesures : on se mobilise fortement sur l'Ukraine, mais on n'agit pas pour les Palestiniens. Cette impunité fragilise encore davantage un droit humanitaire déjà en phase prépalliative. Il ressort affaibli par ceux-là mêmes qui prétendent le défendre. À force de l'invoquer de manière sélective, les Occidentaux le transforment en instrument de domination, au lieu d'en faire un levier de justice. Le monde se radicalise, et nos démocraties peinent à défendre une vision universaliste des droits fondamentaux. Dès les années 1980, l'humanitaire et le « droit-de-l'hommisme » ont été utilisés pour justifier un droit d'ingérence dans des guerres dites « justes ». Cette instrumentalisation n'est pas nouvelle. Mais, avec la GHF, elle devient encore plus criante. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE PENIN**

(1) *Géopolitique de l'action humanitaire : 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, de Jean-François Corty, Éditions Eyrolles, 2025.

## À Paris, la gauche refuse de regarder le génocide en silence

Partis progressistes, ONG et syndicats ont tenu une conférence de presse commune, mardi, pour exiger la reconnaissance de l'État palestinien. Un large front citoyen pour réclamer que s'applique la justice internationale.

**C**ette fois, ils sont en rang serré. Au sens propre comme au sens figuré. La banquette du Concorde est un brin petite pour accueillir l'ensemble des chefs de file des partis de gauche, mais aussi des représentants d'ONG et des syndicats signataires d'une tribune pour la reconnaissance d'un État palestinien, publiée le 15 mai dans *le Monde*. Elle a recueilli plus de 8 000 signataires en un mois. Ce mardi 17 juin, au premier étage d'une brasserie située à deux pas de l'Assemblée nationale, à Paris, se retrouvent le socialiste Olivier Faure, le communiste Fabien Roussel, l'écologiste Marine Tondelier, mais aussi les députés Pouria Amirshahi et Sabrina Sebaihi du groupe Écologiste et social, ainsi que la sénatrice écologiste du Rhône Raymonde Ponct-Monge, qui fait office de Madame Loyal en passant la parole aux uns et aux autres. Elle signale d'ailleurs que LFI, « qui n'a pas pu être présente, maintient sa signature ». Absence pour des raisons « fortuites », complète Olivier Faure dans un sourire.

À leurs côtés, la Ligue des droits de l'homme, SOS Racisme, le Syndicat des avocats de France, le Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes et l'ensemble des syndicats signataires de la tribune : CFDT, CGT, FSU, Uns, Solidaires, USL. Un large front pour exiger « que les tensions régionales ne servent pas d'alibi ou de statu quo (...). La reconnaissance de l'État palestinien n'est pas un geste symbolique mais une exigence de justice », revendique en propos liminaire la sénatrice écologiste. Ce 17 juin devait s'ouvrir la conférence internationale sur une solution à deux États à New York, durant laquelle la France aurait dû annoncer sa décision de reconnaître l'État de Palestine. Un événement ajourné en raison du nouveau front militaire ouvert par Israël contre l'Iran.

Pourtant, affirme l'avocat Arié Alimi, cet acte de reconnaissance « est peut-être le début de tout pour une solution politique ». À défaut, évoque-t-il, « on peut

*vous opprimer, vous affamer, vous tuer* », faisant référence à la situation critique que subissent les Palestiniens de la bande de Gaza depuis vingt mois maintenant. Judith Krivine, à la tête du SAF, rappelle, elle, que « la paix suppose a minima le respect du droit (...), on ne peut pas continuer à regarder en silence ce génocide ». Un mot qui, il y a encore quelques mois, était frappé d'un tabou et qui, aujourd'hui, est très largement repris dans le débat public. Cette reconnaissance d'un État palestinien n'a pas « qu'un effet symbolique », affirme Dominique Sopo, président de SOS Racisme : « Le simple fait des gesticulations agressives de M. Benjamin Netanyahu (le) montre bien. »

Le premier secrétaire du Parti

**« Plus tard,  
il sera trop tard ».**

MARINE TONDELIER,  
LES ÉCOLOGISTES

socialiste, Olivier Faure, ouvre le bal de la parole politique, « pour des raisons de contrainte », précise Raymonde Ponct-Monge. Une intervention courte mais percutante. « Assez de mots, des actes », réclame d'entrée de jeu le socialiste avant d'en appeler à Albert Camus pour renforcer sa démonstration : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. (...) Aujourd'hui, ajouter au malheur du monde, c'est ne pas reconnaître l'État palestinien, à un peuple le droit à une existence, à

une terre le droit à un avenir. » La cheffe des Écologistes, Marine Tondelier, estime elle aussi « que la reconnaissance de la Palestine par la France est un impératif moral, un impératif politique et un impératif stratégique ». Un acte surtout « qui ne doit plus être davantage différé » : « Car plus tard il sera trop tard. » La conseillère régionale des Hauts-de-France pointe aussi le manque de cohérence de la diplomatie française ces derniers mois : « Face à l'invasion et aux crimes de guerre russes, la France n'apporte pas d'effet symbolique, affirme Dominique Sopo, président de SOS Racisme : « Le simple fait des gesticulations agressives de M. Benjamin Netanyahu (le) montre bien. »

Rien, ou trop peu, répond Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF. « Chaque jour qui passe est un jour de trop, la France doit agir, et agir maintenant (...). Nous assistons tous à un génocide sous nos yeux », martèle-t-il. Le dirigeant communiste poursuit : « En matière de droit international, il ne peut y avoir deux poids, deux mesures », et il réclame des sanctions fermes contre Netanyahu, à l'image de celles prises contre Poutine, ainsi que la suspension des « livraisons d'armes qui passent par la France ou partent de la France ». « Un flux ininterrompu », selon un rapport d'ONG. ■

**BRUNO RIETH**



Paris, le 17 juin. Olivier Faure (PS), Fabien Roussel (PCF) et Marine Tondelier (Les Écologistes), ensemble pour la Palestine.

# Le pétrole brésilien mis aux enchères

**TRANSITION ÉNERGÉTIQUE** Le pays a vendu mardi 146 000 km<sup>2</sup> de concessions d'hydrocarbures, au grand bonheur des majors du secteur. Cette politique traduit les contradictions de Lula en matière climatique.

**V**oilà un sophisme dont le Brésil se serait bien passé : le pétrole permettrait d'accélérer le développement économique du pays et donc de financer sa transition énergétique. Cette doctrine, défendue y compris par le président Luiz Inacio Lula da Silva, s'est concrétisée mardi à Rio de Janeiro. L'Agence nationale du pétrole y a organisé des enchères pour l'obtention de concessions de 172 blocs d'exploration d'hydrocarbures, soit 146 000 km<sup>2</sup>, situés sur terre et en offshore, dont 47 blocs rien que dans l'embouchure de l'Amazone, au large des États d'Amapa et de Para. Shell, ExxonMobil, Total ou la compagnie publique brésilienne Petrobras... une trentaine de sociétés ont répondu présente à l'adjudication.

Alors que la COP30 de Belém (Amapa) approche à grands pas, les défenseurs de l'environnement jugent la crédibilité du Brésil en matière de climat sérieusement entachée. « *Lula mise sur l'expansion du pétrole et du gaz pour stimuler la croissance économique* », analyse Joachim Roth, membre de World Benchmarking Alliance. Ce pari ne peut s'avérer payant dans un monde en dangereuse surchauffe. » D'après l'Institut ClimaInfo, le potentiel d'exploitation de ces



Les 47 blocs de l'embouchure de l'Amazonie sont visés par une action en justice.

172 blocs – 24 milliards de barils au total – est tel qu'il engendrerait plus de 11 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. C'est plus que ce que l'agro-industrie brésilienne a émis au cours des six dernières années.

« *Le Brésil est en train de perdre une occasion historique de jouer un rôle de premier plan dans la décarbonisation et la protection de la*

planète, fustige Suely Araujo, coordinatrice des politiques publiques à l'Observatorio do Clima. En pleine crise climatique, il crée des fissures irréparables. » L'ambivalence du président Lula sur le climat est en cause et traduit des contradictions qui traversent l'ensemble de la gauche brésilienne. « *Les forêts tropicales sont poussées à leur point*

de non-retour. L'océan est flévreux. (...) La science prouve que la cause de cette maladie est le réchauffement climatique et l'utilisation de combustibles fossiles », martelait-il à Nice en préambule de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan, le 9 juin.

## QUATRIÈME EXPORTATEUR MONDIAL

L'ancien syndicaliste argue à raison qu'il incombe aux pays riches, en tant que principaux responsables de la crise climatique, de régler leur dette en finançant notamment la transition énergétique globale, même si le Brésil baigne de son côté dans l'exploration pétrolière depuis déjà soixante-dix ans. Il faut noter qu'au travers de la nationalisation du secteur pétrolier, cette politique avait alors permis de sortir des millions de Brésiliens de la pauvreté. Aujourd'hui, la mise en vente de ces nouvelles concessions a de quoi faire pâlir, d'autant que le pays a intégré l'Opep en février ; il est le premier producteur de pétrole d'Amérique latine ainsi que le quatrième exportateur mondial. « *L'utilisation du pétrole est un dilemme auquel le monde entier est confronté, mais il est injuste de blâmer uniquement les pays du Sud alors que les pays occidentaux en profitent depuis près de deux cents ans* », répondait à l'Humanité Luciana Santos, ministre brésilienne des Sciences et secrétaire générale du Parti communiste (PCdoB).

S'agissant des 47 blocs prévus au niveau de la marge équatoriale brésilienne, Lucia Ortiz, membre des Amis de la Terre Brésil, précise que le ministère public fédéral a intenté une action en justice pour empêcher leur mise en vente, car celle-ci est réalisée « sans études préalables adéquates » et cause « une grave violation des droits fondamentaux, des engagements internationaux et de la législation brésilienne ». Elle balaye surtout l'argument de l'opportunité économique dont bénéficierait le pays : « *l'exportation et le libre-échange des matières premières profitent aux grandes entreprises, mais pas à la population de la région*. » Les peuples autochtones risquent ainsi d'être sacrifiés sur l'autel du profit. ■

ANTOINE PORTOLE

## LA TERRE ÉTÉ 2025

Chez les marchands de journaux et sur la boutique en ligne <https://www.laterre.fr/boutique/>

Édito. Un écocide pour lever quelques "contraintes" ?

L'ESS en ruralité pour un avenir plus juste, avec les contributions de Aurélie Degoul, Sophie Elorie et SaluTerre.

Les solutions de l'agroécologie en partenariat avec Pour une Agriculture du vivant, avec les contributions de Léa Lugassy, Marc-André Selosse, et Michel Duru.

« Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques », un document en partenariat avec Réseau Civam, Commerce Équitable France et le réseau CUMA.

Le Pain, un aliment universel, une histoire pluri-millénaire, par Éric Birlouez.



## Je commande un exemplaire

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Date de naissance souhaitée \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Vous pouvez recevoir tous les quinze jours Les nouvelles de la Terre en nous indiquant votre adresse électronique : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Je complète et je retourne ce bulletin avec mon chèque de 10€ (7,50€ + 2,50€ de frais de port) à l'adresse suivante : « LA TERRE », Service Diffusion, 1, route de Vouvray - Huisne - 72160 DUNEAU. Chèque à l'ordre de « La Terre ».

- Je souhaite recevoir les offres de La Terre  
 Je souhaite recevoir les offres des partenaires de La Terre

Les informations contenues dans le présent document, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par La Terre pour la gestion de sa relation client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit de d'accès et de rétractation.

**C**omment gagner l'Euro de basket avec de nombreuses joueuses majeures absentes ? C'est l'équation à laquelle vont devoir répondre l'équipe de France et son sélectionneur, Jean-Aimé Toupane, qui débutent l'Euro, ce mercredi, au Pirée (Grèce), face à la Turquie (16 h 30, TMC). Affaiblies par la défection de 5 joueuses sur un groupe de 12, les vice-championnes olympiques veulent croire en leur bonne étoile et décrocher le trophée qui leur échappe depuis 2009, date de leur deuxième et dernière victoire dans le tournoi continental.

Troisièmes de l'Euro en 2023, finalistes aux jeux Olympiques 2024 face aux Américaines en s'inclinant d'un tout petit point (66-67) après avoir fait vaciller une équipe réputée imbattable, les Bleues comptent bien poursuivre leur dynamique malgré un groupe moins aguerri. « Avec ce qu'on a montré l'été dernier, on n'a pas du tout envie de baisser la barre », annonce la pivot Marième Badiane.

La motivation est une chose, la réalité une autre. Avec les forfaits de ses vedettes Gabby Williams et Marine Johannès, ses deux meilleures marqueuses du tournoi olympique, mais aussi de Dominique Malonga et Carla Leite, l'équipe de France a dû se réorganiser. Les quatre joueuses ont toutes fait le choix de renoncer à la sélection pour se consacrer à leur carrière en WNBA, le championnat nord-américain, dont le calendrier et les règles entrent en conflit avec les compétitions internationales. Comme si cela ne suffisait pas, les Bleues ont ensuite perdu leur meneuse Marine Fauthoux durant la préparation à l'Euro, blessée au genou lors du deuxième match contre la Belgique.

#### LES RÈGLEMENTS FLOUS DE LA WNBA

À vrai dire, Jean-Aimé Toupane savait depuis longtemps que ce championnat d'Europe allait être compliqué en raison des règlements flous de la WNBA, dont la saison régulière se déroule de mi-mai à mi-septembre, et fluctuant en interne selon les franchises. En avril déjà, Gabby Williams, l'ailière des Bleues, avait déclaré ne pas savoir quand elle serait libérée par le Seattle Storm pour la préparation à l'Euro. « Aimé a dit qu'il allait respecter (les contraintes des joueuses) et il comprend que chacune est dans une situation différente, enfonction de son contrat et de sa franchise », avait-elle expliqué. Avant d'ajouter : « Cela doit vraiment être compliqué pour lui, je ne suis pas envieuse de sa situation. (...) C'est dur pour lui et pour nous. On a des contrats à respecter et, en même temps, on veut vraiment gagner cette année. »

Deux mois plus tard, seules six médaillées d'argent des JO de Paris 2024 se sont envolées pour Athènes où les Bleues joueront tous leurs matchs. En termes d'expérience, l'équipe s'est affaiblie avec une seule basketteuse à plus de 100 sélections, la capitaine Valériane Ayayi (158), et quatre joueuses (Pauline

**« Le groupe a changé, mais cela reste le même jeu. »**

MARIÈME BADIANE



L'ailière forte Iliana Rupert, lors d'un match amical contre la Turquie, à Reims (Marne), le 25 mai. ANN-DEE LAMOUR/COP MEDIA/DPI/AFP

## Les Bleues en quête du bon rebond

**BASKET** L'équipe de France entame l'Euro, ce mercredi, face à la Turquie, en Grèce. Malgré l'absence de plusieurs cadres et une équipe rajeunie, les vice-championnes olympiques veulent croire à une victoire dans le tournoi.

Astier, Noémie Brochant, Maëva Djaldi-Tabdi et Timia Pouye) qui participeront à leur première compétition internationale avec l'équipe de France. « C'est un groupe qui a changé, il y a beaucoup de nouvelles têtes mais cela reste les mêmes principes, le même style de jeu », tempère Marième Badiane, arrivée en cours de préparation après avoir été libérée sur le tard par le Minnesota Lynx qui évolue en WNBA.

Malgré tous ces obstacles, Jean-Aimé Toupane se dit « confiant » au terme d'un mois de préparation au cours duquel il a eu largement le temps d'observer « la façon dont les joueuses s'entraînent et appréhendent le projet ». Le bilan est d'ailleurs plutôt bon en termes

de résultats avec deux victoires et une courte défaite.

#### « L'AGRESSIVITÉ, C'EST NOTRE IDENTITÉ »

Les vice-championnes olympiques ont commencé par un large succès sur la Turquie (81-61) à Reims, qu'elles retrouvent ce mercredi. Face à des joueuses moins techniques mais très engagées physiquement, les Françaises ont pu se jauger dans leur propre capacité au combat. « L'agressivité, c'est notre identité », souligne l'ailière forte des Bleues, Iliana Rupert. Marième Badiane confirme : « L'intensité, c'est ce qui nous a définies l'an dernier » aux Jeux.

La double confrontation, qui a suivi à Brest face à la Belgique, championne d'Europe en titre et favorite à sa propre

succession, a montré que les automatismes commençaient à venir mais que le chemin restait encore long avant d'être fin prêts. Après un succès impressionnant (91-42) où les « Belgian Cats » se sont complètement effondrées, montrant une adresse catastrophique, les Bleues se sont inclinées le lendemain (60-33) en fin de rencontre. La blessure et le forfait pour l'Euro, la veille, de leur meneuse Marine Fauthoux ayant sûrement dû peser dans les esprits.

Un résultat qui « a remis les pendules à l'heure », selon Leïla Lacan, qui, en l'absence de Marine Fauthoux, complétera le trio de meneuses avec Romane Bernies et Pauline Astier. « On sait qu'on ne peut pas se relâcher, sur aucun match, conclut-elle. Donc ce n'est pas plus mal. » ■

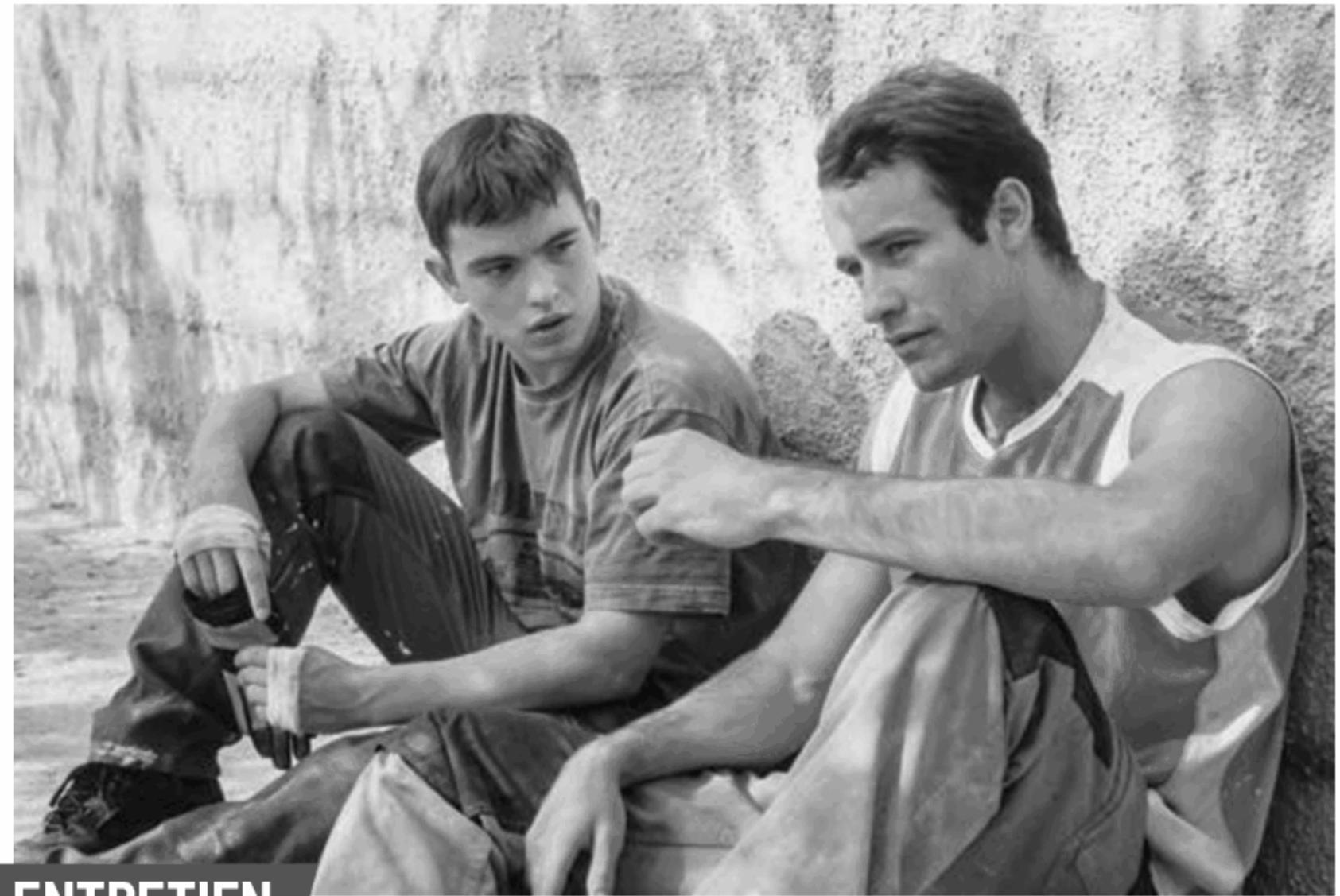
NICOLAS GUILLERMIN

# «La bourgeoisie ne supporte pas qu'on lui échappe»

**CINÉMA** Réalisé par Robin Campillo, *Enzo*, le film de Laurent Cantet, décédé l'an passé, brosse le portrait d'un adolescent qui devient apprenti maçon, au grand dam de son père. S'y invitent la guerre en Ukraine, les rapports de classe et le travail manuel.

**Enzo**, de Laurent Cantet et Robin Campillo, France, 1h42

**L**aurent Cantet est mort le 25 avril 2024. Un peu plus d'un an plus tard, *Enzo*, son film présenté en ouverture de la Quinzaine des cinéastes à Cannes, sort en salles. Si le long métrage est bien attribué à Laurent Cantet, il a été réalisé par Robin Campillo, son collaborateur et ami de quarante ans. Dans *Enzo* se retrouvent les motifs de l'auteur d'*Entre les murs* et de *Vers le sud*. L'adolescence, le désir transgénérationnel, la lutte des classes intrafamiliale et la violence quotidienne du monde traversent ce portrait d'un apprenti maçon. À 16 ans, Enzo a quitté l'école pour travailler sur des chantiers. Son père, bourgeois bon teint, ne comprend pas ce choix. Son fils pourrait viser plus haut. Plutôt que de rentrer dans le rang, Enzo se rapproche de ses collègues, en particulier de Vlad, un bel Ukrainien dont le charme ne le laisse pas totalement insensible. Un film solaire, tourné à La Ciotat, comme pour conjurer la maladie et regarder du côté de la lumière.



## ENTRETIEN

Enzo (Eloy Pohu) et son collègue Vlad (Maksym Slivinsky). LES FILMS DE PIERRE

**Vous avez été le monteur et le scénariste de Laurent Cantet, mais, au-delà de vos rapports professionnels, quelle était la nature de votre relation ?**

Nous nous sommes connus à l'Idhec, l'école de cinéma, en 1983. Nous sommes devenus très tôt amis. Nous étions dans le même groupe parce que nos noms de famille, Cantet et Campillo, commençaient par un C. Nous avons découvert ensemble la caméra à une époque où on ne filmait pas beaucoup. Avoir une caméra, mettre la pellicule dedans, avait quelque chose de presque mystique. Nous nous voyions souvent, dinions ensemble. C'est lui qui m'a ramené au cinéma, par le montage puis par l'écriture et le scénario. J'ai ensuite réalisé mes propres films en parallèle. Notre relation d'amitié était vraiment très profonde, mais je n'ai pas d'anecdotes exceptionnelles. Les vrais



**ROBIN CAMPILLO**  
Réalisateur

amis, c'est beaucoup de silence. Il fait partie de moi, de mon travail. C'est très étrange de le perdre, parce qu'évidemment, je sens son absence, mais, en même temps, je ne suis pas complètement déconnecté de lui.

**Vous avez réalisé quatre longs métrages avant *Enzo*. Comment entre-t-on dans l'univers d'un autre ?**

Déjà dans ses films précédents, des choses venaient un peu de moi. Par moments il me disait non, par moments il me disait oui. Cela a toujours été une négociation. Là, nous avons travaillé avec cette épée de Damoclès de la maladie qui était là dès l'écriture. Nous sommes allés un peu plus loin dans la dialectique pour être tous les deux à l'aise. C'était formidable, parce que, sincèrement, ce film reste le sien, le projet qu'il a porté. J'y ai retrouvé mes billes et le faire ne

m'a pas demandé un effort d'acclimatation. Nous avions choisi ensemble les quatre comédiens principaux, l'équipe technique. Le film était à mi-chemin entre nous deux. À l'hôpital, je lui ai dit que j'allais essayer de faire le film comme je pouvais, sans lui assurer qu'il serait comme lui l'aurait fait. Il m'a dit : « *Fais-le comme tu veux.* »

**Pourquoi la guerre en Ukraine s'est-elle invitée dans le récit ?**

C'est Laurent qui y a pensé. Dans ce film, le transfuge de classe est inversé par rapport à *Ressources humaines*. Depuis vingt ans, les jeunes ont moins de chances que leurs parents de prendre l'ascenseur social. Il y a *Parcoursup*, la ministre de l'Éducation qui parle de choisir son avenir dès la maternelle. L'administration Trump aurait pu dire la même chose. Nous sommes dans une rêverie

sociale atroce où on propose aux jeunes un couloir. Laurent et moi, qui venons des années 1970, pensions que nous n'allions pas travailler avant 35 ans. Les conditions économiques l'autorisaient, mais je me suis construit par la paresse, la rêverie, l'errance, un rapport au monde informel, pas juste par une

école ou une ambition de cinéaste. Enzo résiste à ce couloir qui lui donne l'impression d'être en échec permanent. Ce qui nous intéressait, c'était cette guerre comme élément perturbateur, dont on feint de ne pas voir les déflagrations non seulement économiques et politiques, mais aussi mentales sur la jeunesse. Demander aux jeunes de choisir une voie soi-disant rassurante alors que le monde est en train de s'écrouler est très bizarre. Enzo en perçoit le côté illusoire et préfère se jeter dans la bagarre, mettre son corps à l'épreuve dans le travail en tant qu'ouvrier, mais aussi dans la guerre en Ukraine pour ce Vlad qui a quelque chose de romanesque.

**Que raconte cette famille du regard posé par les milieux intellectuels sur le monde ouvrier ?**

On avait déjà traité cette problématique dans *l'Atelier* avec le personnage de Marina Foës pensant être du bon côté de l'histoire, dans une vision d'écrivaine de gauche qui fait travailler des jeunes, mais dont la bienveillance est en réalité un regard très intrusif et plein de jugement. La bourgeoisie propose de se reproduire à l'infini, mais aussi, on l'oublie souvent, de protéger son corps. Le père d'Enzo s'inquiète particulièrement que son fils vieillisse avant l'âge. On propose toujours aux adolescents le mode de vie bourgeois comme une manière de s'en sortir. La bourgeoisie est aussi coercitive et ne supporte pas qu'on lui échappe. Au fond, les adolescents ont le droit de s'amuser à se faire peur, mais, à un moment, il faut que ça rentre dans l'ordre. Et la plupart du temps, c'est le cas.

**En quoi Enzo est-il un film de gauche ?**

Bizarrement, je ne me pose pas tellement la question. Le cinéma fait de la politique d'une autre manière que la politique. Par exemple, il est question de prostitution dans mon film *Eastern Boys* (2013). Je suis pour que les travailleuses et les travailleurs du sexe aient des droits. Mais le film raconte tous les problèmes de domination et de classe que crée la prostitution. Je n'évacue pas sous le tapis toutes les ambiguïtés. L'idée n'est pas tellement que ce soit un film de gauche, mais un film critique. Pour moi, la critique est de gauche. Le cinéma doit poser les bonnes questions pour produire une réflexion critique, du trouble, de l'interrogation sur les rapports humains et de pouvoir. Le faire de cette manière est plus honnête. L'absence de critique, c'est le conservatisme. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MÉLINARD

# Kneecap, les enfants terribles du hip hop gaélique

**CINÉMA** Le trio de rappeurs originaires de Belfast, porte-voix du républicanisme irlandais et collectionneur de polémiques, revisite ses débuts dans une autofiction survoltée.

**Kneecap, de Rich Peppiatt,  
Irlande-Royaume-Uni, 1h 45**

**E**n 2002, le rappeur Eminem mettait en scène ses premiers pas dans l'arène musicale dans le film culte *8 Mile*. En 2015, même exercice côté français dans *Comment c'est loin*, où Orelsan et Gringe s'amusaient des débuts boiteux des Casseurs Flowters. Cette année, c'est au tour de l'Irlande du Nord d'offrir sa fusion entre rap et cinéma, biopic et autobiographie, avec *Kneecap*. Qui ça ? Peu connu en France, le trio éponyme formé par Mo Chara, Moglai Bap et DJ Provai fait pourtant partie de ce qui se fait de mieux au rayon rap contestataire de l'autre côté de la Manche. Et lâche dans les salles un film survolté et réjouissant, à l'image de ses prestations sur scène.

Engagés pour la libération de la Palestine, promoteurs de l'irlandais face à l'anglais (la langue du « colon », selon eux), les trois enfants terribles de Belfast défient depuis 2017 Downing Street avec leurs punchlines en gaélique, et rêvent du jour où l'Irlande se réunifiera loin de la Couronne

britannique. Les interprètes de *Get Your Brits out* (« foutez vos Anglais dehors »), qui avaient irrité le parti conservateur en plaisantant sur le fait « *qu'un bon Torie est un Torie mort* », empilent les polémiques comme les concerts – pour avoir brandi un drapeau du Hezbollah lors d'un spectacle, Mo Chara a été inculpé à Londres en mai.

Ce jusqu'au boutisme punk, parfois contre-productif, rappelle au fond les embardées furieuses

**La politique est une fosse fiévreuse où les corps suent, s'entrechoquent et exorcisent la domination.**

des Sex Pistols ou de Morrissey, qui promettait de mettre Thatcher « à la guillotine » dans les années 1980. L'énergie contestataire transpire dans le film, pulsé par un montage électrique et euphorisant, qui emprunte tant à la grammaire musicale (la bande son mixe chansons originales du groupe et nouvelles propositions) qu'à celle de la bande dessinée. Dans *Kneecap*, on beugle,

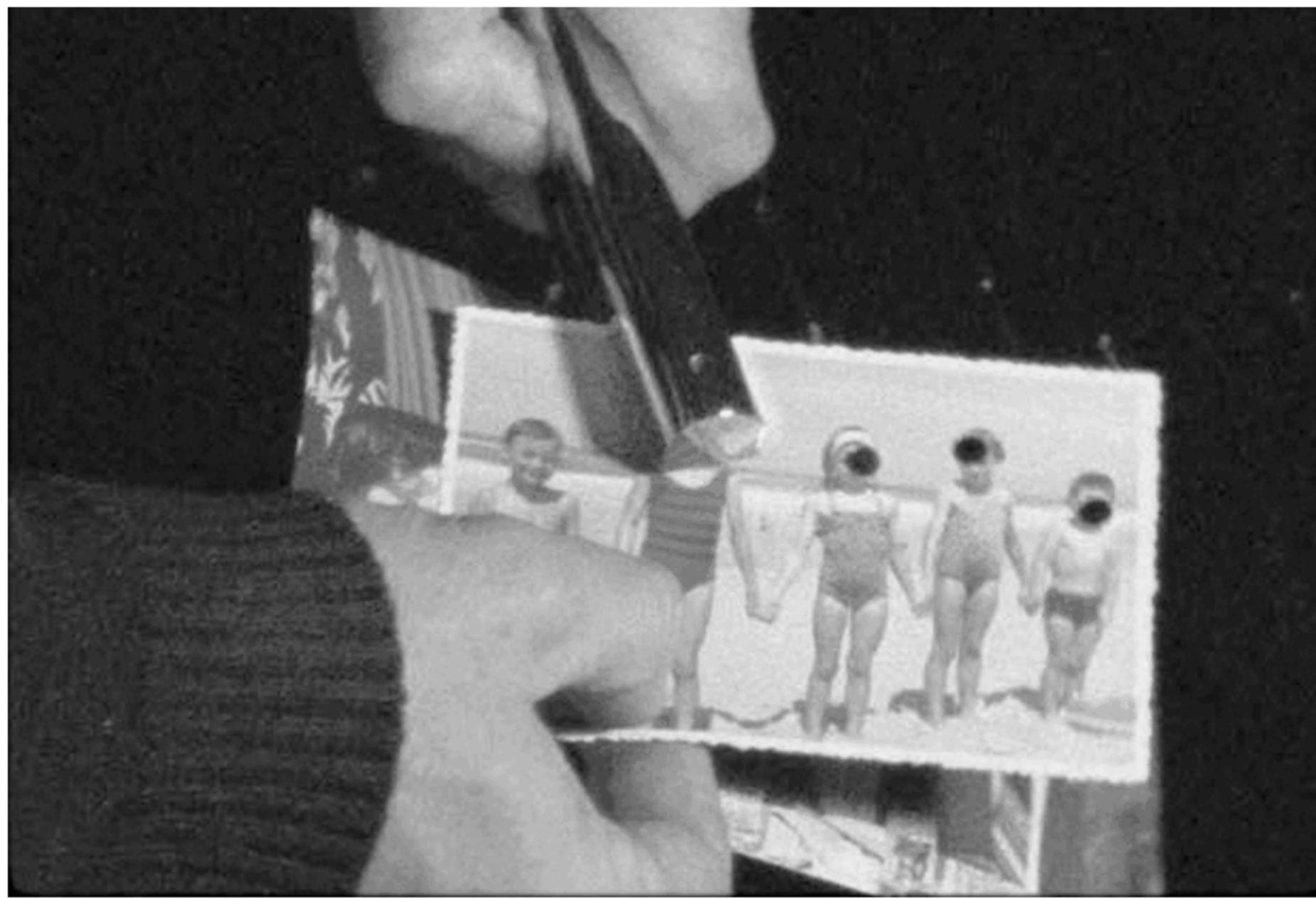
on court, on se vautre dans l'humour paillard. La politique est une fosse fiévreuse où les corps suent, s'entrechoquent et exorcisent la domination.

Il y a forcément une part d'ego-trip dans l'exercice, mais *Kneecap* contourne habilement les écueils du « mégalobiopic » en ironisant sur sa propre success-story et en racontant l'irruption miraculeuse d'une troupe de bras cassés – petites frappes vivant du trafic de drogue et de larcins –, qui va soudain se découvrir une fibre politique et se frotter à la grande histoire. Et ce notamment grâce à l'arrivée de DJ Provai dans la bande, ce dernier étant prof de gaélique et engagé de longue date dans la lutte pour la réunification de l'île. C'est au fond à une réactualisation pop de l'imaginaire républicain irlandais qu'invite leur film, pour dépasser le grand roman historique qu'ont peint des œuvres comme *Le vent se lève* de Ken Loach ou *Hunger* de Steve McQueen. Des réalisations importantes, mais dont la portée a nécessairement pris un petit coup de vieux. *Kneecap* rappelle que les luttes irlandaises n'appartiennent pas qu'au passé. ■

CYPRIEN CADDEO



Le trio formé par Mo Chara, DJ Provai et Moglai Bap. WAYNA PITCH



Les plans sur des photographies poinçonnées soulignent l'effacement de la mémoire. BATYSPHÈRE

## Un road-movie dans l'Ukraine en guerre

**CINÉMA** Avec une caméra 16 mm, Antonin Peretjatko a effectué deux voyages dans le pays d'origine de son grand-père, après l'invasion russe. Un documentaire émouvant qui casse les codes du genre.

**Voyage au bord de la guerre, d'Antonin Peretjatko, France, 1h 2**

**C**elles et ceux qui ont aimé *la Fille du 14 juillet* et *la Loi de la jungle*, les deux premiers longs métrages de fiction d'Antonin Peretjatko, pourront être déroutés par *Voyage au bord de la guerre*. Quoique, à bien y réfléchir, ce bref documentaire recèle le même humour absurde, contre-poison à une situation dramatique. En mai 2022, le cinéaste est parti en Ukraine avec Andreï, ami qui l'a aidé à pénétrer le quotidien du pays en guerre. Ils y retourneront en hiver, alors que la réalité du conflit est beaucoup plus visible. Des impacts de balles trouent les clôtures des maisons, des carcasses de voitures s'empilent, l'emprise des cadavres gelés par le froid marque encore les rues.

D'origine ukrainienne par son grand-père, Antonin Peretjatko aurait pu faire un film nostalgique sur la mémoire familiale et l'exil. Il a choisi au contraire de documenter l'Ukraine au présent, en partageant le quotidien de celles et ceux qui résistent à l'ogre russe. Pour donner une ampleur au propos sans prétendre à l'exhaustivité, le film s'ouvre sur « cinq minutes de Russie », des images d'un voyage effectué en 2010 à bord du transsibérien, train mythique dont les passagers sont souvent des militaires. Les repas continuent d'y être servis à l'heure de Moscou, quel que soit le fuseau horaire traversé, ce qui en dit long sur l'impérialisme et le centralisme du pouvoir.

Passé ce prologue, le film part, carte à l'appui, à la rencontre de plusieurs personnages. Igor, miraculé qui a fui Kharkiv in extremis, part s'installer en Allemagne. Alex, qui a

L'empreinte des cadavres gelés par le froid marque encore les rues.

quitté Marioupol après le bombardement du théâtre, s'offusque de l'insouciance des habitants de Lviv, alorsque « le reste du pays est en train de crever ». Lors du second voyage, Antonin et Andreï recueillent le témoignage d'Oleksandr Kniga, directeur du théâtre de Kherson, enlevé par les Russes dès les premiers jours de l'occupation pour le forcer à collaborer, ce qu'il a refusé. Libéré grâce à une mobilisation internationale, il a échappé à la mort, contrairement au chef d'orchestre de la ville, abattu par l'occupant.

### UNE RÉFLEXION SUR L'EFFACEMENT DE LA MÉMOIRE

Singulier par sa forme et sa narration, *Voyage au bord de la guerre* détonne par une facture à l'ancienne qui contraste avec « la façon de penser que nous impose le numérique ». Armé d'une petite Bolex, une caméra 16 mm qui nécessite de changer très souvent de pellicule, Antonin Peretjatko a travaillé à partir de cette contrainte et ajouté au montage une voix off au son patiné, qui donne au film une valeur d'archive contemporaine. S'il étudie assez rapidement la piste de l'enquête familiale, le cinéaste propose une réflexion plus large sur l'effacement de la mémoire en montrant des photographies poinçonnées pour faire disparaître les visages, qu'il s'agisse d'annuler les opposants comme le faisait le régime soviétique ou de détruire des archives compromettantes. C'est précisément ce caractère indécis, cette errance parmi les fantômes des morts et des exilés, qui donne à ce road-movie sa valeur universelle.

En voyant défiler, en travelling, les villes dévastées, les files de voitures à la frontière, on pense à d'autres guerres, et notamment à Gaza, dont la tragédie a fait passer celle de l'Ukraine au second plan. ■

SOPHIE JOUBERT

## Michel Gondry, en avant les histoires!

**CINÉMA** Le cinéaste installé à Hollywood, fabrique des courts métrages en papier pour sa fille, Maya, restée en France. Après une première salve sortie en 2024, le papa bricoleur présente une suite tout aussi réussie.

**Maya, donne-moi un autre titre, de Michel Gondry, France, 1h 6**

**L**a recette est vraiment simple. Quelques feuilles colorées, une paire de ciseaux et des bouts de scotch suffisent à raconter des histoires animées pour les enfants. C'est en tout cas ce qu'a fait le metteur en scène et scénariste français Michel Gondry pour sa fille, de ses 3 ans à ses 9 ans. À l'aide de son téléphone et d'autres outils, il confectionne des films en stop-motion, autrement dit capturés image par image, à partir d'un titre donné par Maya. En octobre 2024, plusieurs de ses œuvres intimes ont été montées ensemble et narrées par Pierre Niney pour être montrées au public. Cette seconde partie, intitulée *Maya, donne-moi un autre titre*, concentre un autre florilège de ses créations, cette fois-ci récitées par Blanche Gardin.

### LETTERS D'AMOUR D'UN PÈRE

Cette nouvelle compilation s'avère à la fois loufoque et émouvante, ancrée dans l'imagination de l'enfance, un monde dans lequel le réalisateur d'*Eternal Sunshine of the Spotless Mind* (2004) et de *L'Écume des jours* (2013) puise son inspiration depuis toujours. L'aspect fantasque du récit se couvre au découpage primaire d'une pieuvre, d'un immeuble ou d'un arbre, à l'instar d'un dessin enfantin. Parmi les courts métrages les plus farfelus, celui dans lequel la gamine aux cheveux blonds soigne des patients depuis sa baignoire remporte vite l'adhésion par l'absurdité des situations. Il y a aussi celui où toute la planète Terre se retrouve peuplée par des milliers de clones de sa maman. Tous se révèlent être des lettres d'amour d'un père à sa fille.

Parmi les inspirations convoquées, Michel Gondry cite Tex Avery, notamment pour l'allure cartoonesque. Pas étonnant que la bande originale, composée par Jean-Michel Bernard, s'y réfère aussi. Mais il faut surtout chercher du côté des premiers magiciens du cinéma comme Georges Méliès. Cela se ressent au niveau du framerate, soit le nombre d'images par seconde, 11 au total, c'est-à-dire moins que pour *le Voyage dans la Lune*. Les deux artistes partagent un goût prononcé pour l'artisanat. L'un donne son nom au musée de la Cinémathèque française, l'autre se voit offrir une rétrospective, du 15 au 27 juin. L'événement s'articule autour d'un temps fort : une leçon de cinéma le dimanche 22 juin, à la suite de la projection de *Soyez sympas, rembobinez* (2008). ■

ÉLÉONORE HOUËE

# Rachida Dati, le coup de com à coût zéro

**AUDIOVISUEL PUBLIC** La veille de l'examen de sa réforme en commission à l'Assemblée nationale, la ministre de la Culture a fait remettre aux députés le rapport justifiant la mutualisation des chaînes, commandé à l'ex-directrice de France Inter Laurence Bloch.

**P**ersonne ne peut croire qu'elle n'avait pas prévu le coup. À la veille de l'ouverture des débats en commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale sur la réforme de l'audiovisuel public, la ministre de la Culture, Rachida Dati, a fait remettre aux députés le rapport Bloch, signé de l'ex-directrice de France Inter, qui appuie «l'urgence» de la transformation de France Télévisions, Radio France et l'INA en holding avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Elle n'espère pas faire changer d'avis les députés de gauche, vent debout contre la proposition de loi. Dans *le Monde* daté du 15 juin, la ministre les accuse d'ailleurs de «désinformation politique» sur le sujet, parce qu'«à part eux, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut cette réforme». Voire. Le coup de pression est calculé pour emporter l'avis des indécis, de centre droit majoritairement, Démocrates, Liot ou Horizons. Car, selon plusieurs sources, leur position n'est «pas arrêtée».

#### PLACE À L'UNIFORMISATION

Le rapport censé «justifier» auprès d'eux la réforme revient rapidement sur la création de la holding exécutive, qui donnera «une vraie capacité de décision et d'arbitrage, notamment en matière d'allocation de ressources». Dans *le Monde*, Rachida Dati réfute toute «mainmise du pouvoir politique», mais les conditions de nomination du futur président par une «autorité indépendante» restent opaques, et la création d'un poste de directeur de l'information «placé au niveau de la holding sous la responsabilité directe du PDG» ne peut qu'inquiéter. Adieu l'identité de chaque chaîne, place à l'uniformisation. Ce que demande Rachida Dati elle-même, regrettant que «sur le terrain» France 3 et France bleu ne travaillent «pas de manière concrète»: «Quand une information est donnée par la radio, la télé ne la reprend pas forcément, et inversement.» On comprend que la «mutualisation» se fera au détriment de la multiplication des sujets et des points

de vue. Si la réforme est votée, dans cinq territoires pilotes, le téléspectateur pourra bientôt se faire un avis.

En interne, la volonté affichée du rapport de «développer une offre d'information en continu radio-télé-Web centrée sur l'actualité chaude, le temps 1 de l'info» afin de concurrencer «à armes égales» les géants du Net et «les entreprises de dés-information» fait grincer des dents. On se demande quels moyens la holding attribuera à cette politique. «À coût zéro», rappelle Rachida Dati dans *le Monde* (1), alors que, déjà, «à force de rogner dans les budgets et de mutualiser, la stratégie numérique des entreprises de service public se fait à la marge», pestent les syndicats CGT de l'audiovisuel public dans un droit de réponse à l'entretien de la ministre. Ils en appellent à la chercheuse Julia Cagé, selon laquelle «l'ensemble des investissements audiovisuels français – public et privé réunis – équivaut à peine à la moitié de ce que Netflix dépense en un an». Comment, dans ces conditions, rétablir l'équilibre concurrentiel entre les antennes du service public et les acteurs du privé comme Netflix ou Amazon? Pour les observateurs attentifs et non soumis aux règles du marché, la réponse coule de source: «Les soumettre aux mêmes règles que les acteurs audiovisuels français», rappelle la CGT.

#### «LA PENSÉE MAGIQUE»

Pour le syndicat, voir dans la seule mutualisation, fusion des rédactions et autres synergies le graal d'un service public conquérant «relève de la pensée magique». À moins que la future présidence n'aille chercher des économies ailleurs. Le rapport annonce par exemple la recherche de nouveaux «indicateurs de transformation», «part d'ETP (équivalents temps plein – NDLR) et du budget dédié au numérique». En clair se profile, avec la «synergie», une baisse du nombre de postes, dans la rédaction et au-dehors, craignent syndicats et journalistes. La méthode a déjà fait des dégâts, rappelle la CGT: à Radio France, les 25 millions d'euros de moins cette année se sont traduits par «la

mort annoncée de Mouv', des émetteurs en moins et des territoires entiers bientôt non desservis»... Les syndicats pointent d'ailleurs une dérive vieille comme France Télévisions, où «plus du tiers du budget part en commandes au privé, dont une part significative profite à des sociétés proches du bloc central de l'Assemblée et de ses réseaux», assure-t-il. *Le service public paie, le privé encaisse.*»

En commission, les députés ont repris, le 17 juin, l'examen de ce texte arrêté à

l'article 2 en avril. Ils ont jusqu'à jeudi soir pour examiner texte et amendements, avant que le débat soit mené dans l'Hémicycle à partir du 30 juin. Mais il n'est pas impossible que l'opération de communication du ministère à la veille d'un choix démocratique important ne les énerve un peu. ■

GRÉGORY MARIN

(1) Sans compter «l'alignement des statuts», qui coûtera 30 millions d'euros.

(Publicité)

**À PARTIR D'AUJOURD'HUI  
LES DÉPARTEMENTS  
PAYENT SEULS  
LA SOLIDARITÉ NATIONALE**



**Ce 18 juin 2025,  
une ligne a été franchie.**

À partir de cette date, les prestations sociales comme le RSA, l'aide aux personnes âgées ou l'aide de compensation du handicap, qui relèvent de la solidarité nationale, reposent entièrement sur les Départements. D'année en année, une part de plus en plus importante de nos budgets est mobilisée pour financer ces prestations en raison du désengagement de l'État. Les conséquences de cet étranglement financier sont lourdes. Chaque euro consacré à ces aides nationales, dont l'État fixe, seul, le montant et le nombre des bénéficiaires, est un euro en moins pour rénover nos collèges, entretenir nos routes, équiper nos pompiers ou soutenir nos communes. Ce transfert de charge fragilise chaque jour davantage l'action des Départements sur le terrain, limite nos capacités à répondre aux besoins concrets des Français et à assurer nos missions de proximité. Il faut agir vite, il y a urgence. C'est le sens de l'appel des 104 Départements de France.

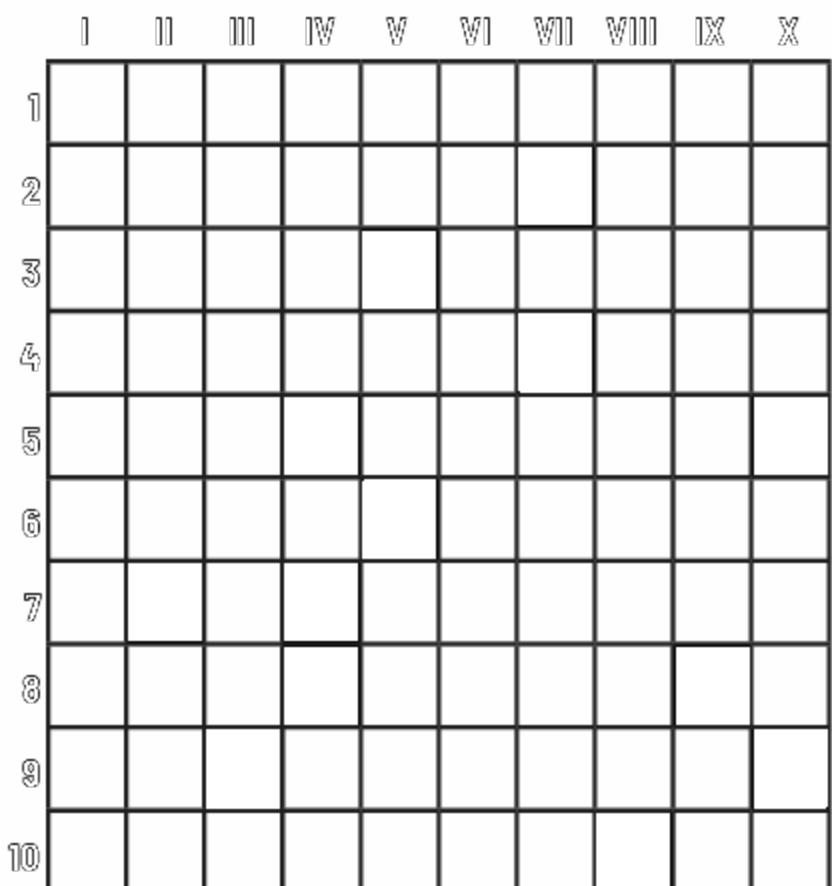


**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)  
 ➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)  
 ➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)  
 ➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)  
 ➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24 215 par Martial Dubois****HORizontalement**

1. Elle s'estime très facilement offensée.
2. La partie rouge d'une coquille Saint-Jacques. Fiable.
3. Périodes historiques. Jouer de football.
4. Antiques tables de sacrifices. Saison chaude.
5. Éclose. Fatigant.
6. Affluent de la Dordogne. Anneaux en cordage.
7. Résidu brûlant de la combustion de bois.
8. Met en doute. Barrière métallique.
9. Drame lyrique. Bourgmestres.
10. Serré dans un espace trop étroit. Article défini contracté.

**Verticalement**

1. Hawaïenne.
2. Poissons des mers froides.
3. Molécule qui a perdu sa neutralité électrique.
4. Voie de raccordement.
5. Passe très près.
6. Adjectif possessif.
7. Paresseux. Lire dans le passé.
8. Division d'un cours d'eau.
9. Déraperais.
10. Charrue simple dépourvue d'avant-train.
11. Objet d'usage courant.
12. Maladies fébriles caractérisées par des sudations abondantes.
13. À elle.
14. Vitesse d'un navire.
15. Centième du yen.

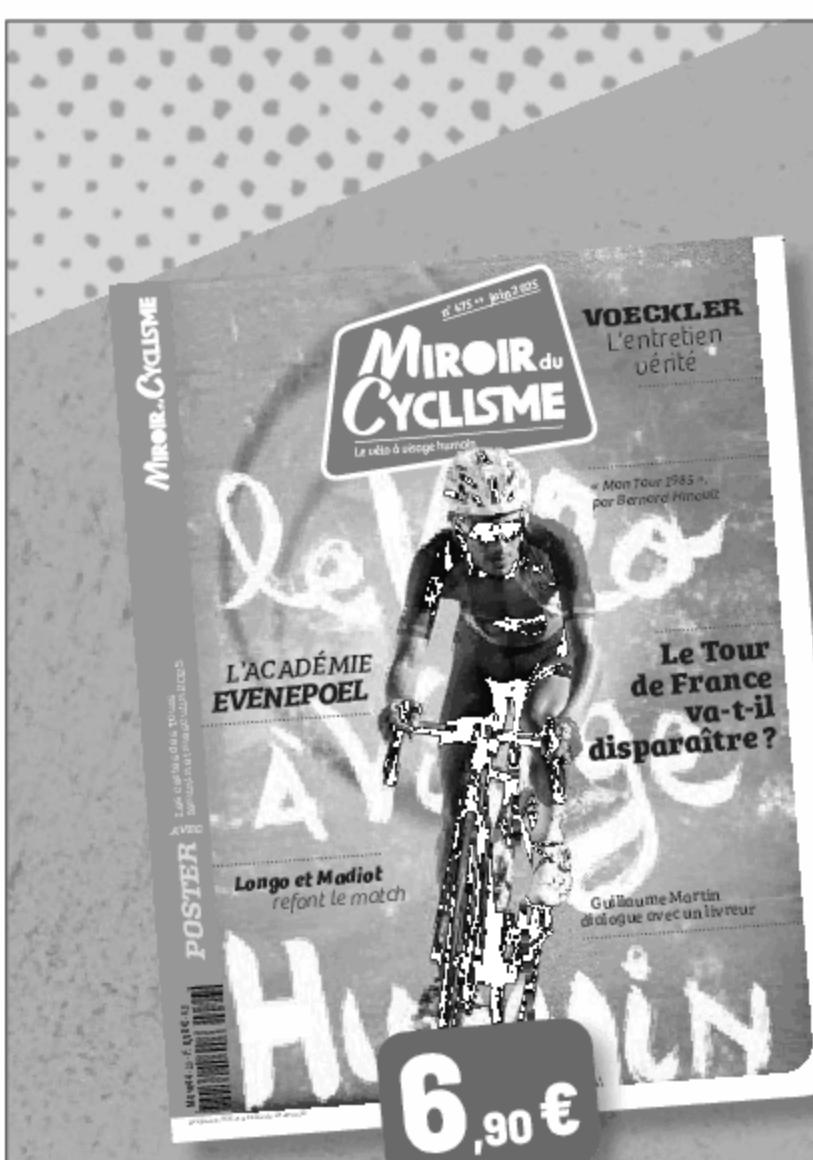
**SOLUTION HORIZONTALMENT** 1. Usant. 2. Ombregneuse. 3. Géral. Sur. 4. éres. Inter. 5. Autres. 6. éte. 7. Brise. 8. Nle. 9. Maires. 10. Entasse. Au. 11. Bras. 12. Glisserais. 13. Arbre. 14. Usent. 15. Slettes. 16. Ma. 17. Aé. 18. Décamenne. 19. Morues. 20. Bretele. 21. Rases. 22. M. Al. 23. Etre. 24. Nez. 25. Usant. 26. ére. 27. Eres. 28. éres. Inter. 29. Autres.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
 Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
 E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
 Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
 Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
 Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
 Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
 Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
 Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication  
**Conseil de surveillance**  
 Jean-Louis Frostin, président  
**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 16 juin 2025** 24 870 exemplaires  
 Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



# Miroir du Cyclisme

Le vélo à visage humain

## revient!

L'Humanité relance le magazine phare du cyclisme qui fut, durant plus de trente ans, la revue mythique de tous les fans de vélo. Participez à ce projet en soutenant cette aventure. À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

**Miroir du Cyclisme**

au prix de 6,90 € + 3 € de frais de port\*,  
 soit 9,90 € x ..... exemplaire(s) = ..... €.

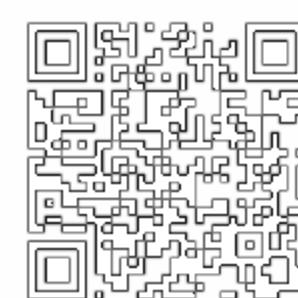
Total de ma commande : ..... €

PRÉNOM .....  
 NOM .....  
 ADRESSE .....  
 VILLE .....  
 CODE POSTAL .....  
 TÉLÉPHONE .....  
 E-MAIL .....

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours en France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION, 33 RUE DES GRANGES-GALAND - 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



**l'Humanité**

**l'Humanité magazine** [Humanite.fr](http://Humanite.fr)

# « Monsieur le président, ce n'est pas aux historiens de qualifier le génocide des Palestiniens »

**M**onsieur le président,  
Les avocats signataires de la présente tribune vous accusent.  
D'irresponsabilité, lorsque vous vous retranchez derrière les historiens de demain, à qui « il appartiendrait de qualifier le crime de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité », quand vous ne pouvez ignorer que cela est du ressort, aujourd'hui et sans plus attendre, des juristes et des juridictions internationales.

D'attentisme coupable, préconisant de compacter les morts et renonçant à sauver des vies humaines. L'histoire raconte, mais elle ne protège, ni ne sanctionne. Seule la justice le peut, elle en assume le devoir.

D'inertie donc, détournant le regard et tergiversant, alors que chaque jour s'accroît le tas de cadavres des civils palestiniens, dont des milliers d'enfants.

De manque de courage, tolérant que la nécessité absolue de la condamnation des auteurs des attentats terroristes du 7 octobre 2023 et de la libération des otages détenus par le Hamas soit opposée en justification des dizaines de milliers de civils palestiniens morts, déplacés, affamés, non soignés, et de la colonisation brutale et violente de la Cisjordanie.

Ils vous accusent d'ignorer la convention de 1948 sur la prévention et la répression du génocide, dont la France est signataire, et qui impose d'empêcher, de combattre et de punir ce crime que notre Code pénal qualifie de crime contre l'humanité.

De fermer les yeux sur les alertes de la

« L'histoire raconte,  
mais elle ne protège,  
ni ne sanctionne.  
Seule la justice le peut. »

Commission nationale consultative des droits de l'homme soulignant que la situation en territoire palestinien occupé est « non seulement inacceptable, mais le résultat d'une politique assumée de destruction de Gaza et de déportation massive de sa population », qui « renvoie à une intention génocidaire ».

D'ignorer les mandats d'arrêt lancés le 21 novembre 2024 par la Cour pénale internationale à l'encontre de Benyamin Netanyahu, premier

Nous publions cet appel  
signé par plus  
de 2 000 avocats  
sur l'inertie de notre pays,  
face aux violations  
du droit international, pour  
qualifier ce qui est en  
cours à Gaza  
et en Cisjordanie.

ministre, et Yoav Gallant, ancien ministre de la Défense de l'État d'Israël, concluant « avoir des motifs raisonnables de les considérer coupables des crimes suivants :

- d'affamer des civils comme méthode de guerre, constitutif d'un crime de guerre, et de crime contre l'humanité de meurtre, persécution et autres actes inhumains ;
- du crime de guerre consistant à diriger intentionnellement des attaques contre la population civile ;
- de priver la population civile de Gaza de biens indispensables à sa survie, y compris de nourriture, d'eau, de médicaments et de fournitures médicales, ainsi que de carburant et d'électricité ;
- d'entrave « à l'apport d'une aide humanitaire en violation du droit international humanitaire » ;
- d'être à l'origine « du manque de nourriture, d'eau, d'électricité et de carburant, ainsi que de fournitures médicales spécifiques, afin de créer des conditions de vie calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population civile de Gaza, ce qui a provoqué la mort de civils, y compris d'enfants, pour cause de malnutrition et de déshydratation ;
- d'infliger de grandes souffrances au moyen d'actes inhumains sur des personnes ayant besoin de soins, ce qui constitue le crime contre l'humanité d'autres actes inhumains ;
- de priver une partie significative de la population civile de Gaza de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie et le droit à la santé ;
- de cibler la population pour des motifs politiques et/ou nationaux, commettant ainsi le crime contre l'humanité de persécution ».

De faire fi de la Cour internationale de justice, des mises en garde des juridictions internationales, des alertes des organisations humanitaires qui documentent la situation désespérée

d'une population décimée, déplacée, affamée et colonisée.

Monsieur le président, les avocats vous accusent d'ajouter au malheur de Gaza en refusant de nommer les choses, en restant sourd aux alarmes des juristes qui qualifient de génocide le fait d'affamer intentionnellement les civils et de les priver délibérément, en toute connaissance de cause, de biens indispensables à leur survie.

D'illégale passivité, exposant la France à l'engagement de sa propre responsabilité pénale devant les juridictions internationales pour complicité de génocide du fait de son inaction, en violation de ses obligations internationales.

De complaisance scandaleuse, tolérant, à l'inverse de nos dignes voisins, le survol illé-

gal, comme contraire au statut de Rome, de notre espace aérien par un chef de gouvernement sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

D'apathie et de renoncement, constatant amèrement, nonobstant vos récentes incantations, l'oubli des mots d'Elie Wiesel : « La neutralité aide l'opresseur, jamais la victime, le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté. »

Monsieur le président, outre l'indispensable reconnaissance annoncée de l'État palestinien, vous avez le pouvoir et le devoir de faire entendre la voix de la France, d'imposer une enquête internationale sous l'égide de la Cour pénale internationale et des organes de l'ONU, de suspendre toute coopération militaire, d'exiger que cessent ces violations graves et renouvelées du droit international et du droit humanitaire.

Les robes noires n'ont qu'une passion, celle de la justice, au nom de l'humanité qui souffre tant. L'histoire ne qualifiera pas le génocide en cours, mais elle vous jugera. Et cette fois, nul ne pourra dire qu'on ne savait pas. ■

## Mohammed Zaanoun, Gaza à travers l'objectif d'un Palestinien

Rescapé du génocide, le photoreporter, dont la famille est originaire de Jaffa, est aujourd’hui exilé aux Pays-Bas avec son épouse et ses enfants. Il lutte chaque jour pour porter la voix des Gazaouis sur qui pleuvent continuellement les bombes et documenter l’horreur.



276 confrères de Mohammed sont morts depuis octobre 2023.

c'est peut-être ça le plus dur. » Ses parents et le reste de sa famille sont restés dans la bande de Gaza, malgré tous les efforts déployés pour les faire sortir. Aujourd’hui, comme tous dans l’enclave, ils font face aux bombardements constants, à la famine, à l’absence de soins et au manque de tout.

Malgré les rêves et les espoirs brisés, Gaza subsiste dans son cœur et le photожournaliste palestinien souhaite continuer à

«Le drame n'a pas commencé en 2023, mais en 1948.»

défendre les opprimés dans l’enclave. «Si on parle du droit de se défendre, nous avons le devoir de défendre l’humanité», explique-t-il, face à l’hypocrisie médiatique et politique. «Le drame n'a pas commencé en 2023, mais en 1948. Combien de femmes et d'enfants ont-ils été pris en otages par les forces israéliennes?» La détention administrative est constamment utilisée de façon arbitraire, au point que 40 % des hommes palestiniens sont passés par la prison au moins une fois dans leur vie, comme le décryptait l'historienne Stéphanie Latte Abdallah en 2021 dans *l'Humanité*.

Le travail de Mohammed Zaanoun, reconnu internationalement, a reçu le Free Press Award 2024. Avec plus de vingt ans d’archives, il est en train de réaliser un film sur Gaza. Lors d’une visite à Paris, mardi 3 juin, des députés lui ont remis la médaille d’honneur de l’Assemblée nationale. «C'est un immense honneur, mais cette médaille n'est pas pour moi, elle doit être pour tous les journalistes palestiniens qui continuent de risquer leur vie sur le terrain», lance Mohammed, la main sur le cœur. Les larmes aux yeux, il conclut : «Aujourd’hui, je lance un appel à l’humanité, à la fin du génocide et au maintien de la vie.» ■

EMMA MEYER ET SARAH RAMI

**M**ohammed Zaanoun est un rescapé. Voilà plus de vingt ans qu'il documente la vie à Gaza sous les bombardements. Dès ses 18 ans, il couvre en autonome le massacre dans le quartier d'Al-Shujaiya et est pris pour cible par l'armée israélienne deux jours plus tard. Laissé pour mort, le photожournaliste palestinien finit par être amené à l'hôpital et en sort mutilé, la partie droite de son visage paralysée et marquée à jamais. Il revient à Gaza un an plus tard, pour continuer son travail, des éclats encore dans la chair.

Dans l'enclave, la réalité est inimaginable. Depuis 2006, Mohammed Zaanoun photographie et filme ce quotidien inhumain. Aujourd’hui systématiquement pris pour cible par l'armée israélienne, les journalistes sont tués. On en dénombre plus de 276 morts depuis octobre 2023. Documenter le génocide, c'est se mettre en danger, soi et ses proches. Le gilet pare-balles «Press», censé être gage de protection, revient à se mettre une cible dans le dos.

### DES RÊVES ET DES ESPOIRS BRISÉS

Les Gazaouis finissent par craindre de les côtoyer, par crainte d'être tués avec eux, du fait de leur simple présence. «J'ai dû dormir dans la rue, sur les trottoirs. Je n'ai pas pu voir mes enfants par peur que ma famille soit ciblée à cause de mon travail», raconte-t-il. Heureusement, les journalistes sur place sont solidaires entre eux, face à l'atrocité de la situation. Sa maison bombardée par l'armée israélienne, il doit extirper ses enfants des décombres.

Au cours de ses vingt années d'activité, il a couvert de nombreuses guerres, mais aussi la réalité de la vie dans les camps de réfugiés en Jordanie. Et surtout à Gaza. «Cette guerre a changé le sens de l'humanité dans le monde. Le droit international n'est pas respecté.» Il dit son malaise face

à l'appel d'organisations en faveur de la fin du ciblage des journalistes. «Je ne sais pas où il faudrait commencer, les journalistes, les médecins, les enfants... On ne peut pas appeler à arrêter de tuer les journalistes sans appeler à la fin du génocide», clame Mohammed.

Arrivé en Europe l'an dernier avec ses quatre enfants et son épouse, il contacte toutes les institutions de la presse, en vain : «Il ne faut pas attendre qu'on devienne de l'actualité pour nous aider. On ne veut pas être des héros, simplement faire notre travail.» Les récentes prises de position de quelques dirigeants politiques, comme

celle d'Emmanuel Macron à l'orée de la conférence de l'ONU sur une potentielle reconnaissance de l'État de Palestine – reportée depuis –, l'ont laissé circonspect. «Nous accueillons cette position qui pourrait apporter un changement, mais elle arrive trop tard», regrette Mohammed Zaanoun.

Au rôle de journaliste s'ajoute celui de père de famille, mais aussi, dans certaines circonstances, celui de secouriste. Tenter d'extirper des enfants de sous les décombres, finir par ne plus entendre leur faible voix qui demandait de l'aide ; Mohammed a vécu et filmé ces moments atroces. «On se sent tellement impuissant,